

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire
(fondée sur le programme historique de la IVe Internationale)

N°18, octobre-novembre 2013 — 1 € (soutien : 2 €)

licenciements, expulsions, casse de l'Education...



**Lycéen-ne-s,
enseignant-e-s,
ouvrier-e-s**

lutte de classe

**contre le patronat et son
gouvernement Hollande !**



Écologie

- ▶ **Communisme contre productivisme**
- ▶ **Notre-Dame-Des-Landes : Pas de vacances contre l'Ayrault-Port !**



FSU

**La direction doit rompre
avec le gouvernement !**



Conférence nationale

- ▶ **Nos contributions**
- ▶ **Explications de vote**

Lycéen-ne-s, enseignant-e-s, ouvrier-e-s en lutte : Tous ensemble pour affronter le patronat et son gouvernement Hollande !

« Le président des patrons »

On parle beaucoup des reculades de Hollande, le flanby, le mou... Mais cela dépend face à qui. Il est à genoux devant les puissants, mais pour l'instant inflexible face aux travailleur-se-s !

Mai 2012. Promesse de campagne : une loi devait empêcher que des PDG se servent des salaires scandaleux. En mai 2013, le ministre de l'Économie explique que ce n'est pas une bonne idée en sortant d'un recadrage par Laurence Parisot. « *J'ai choisi d'agir dans le dialogue* » dit-il, façon « soft » d'expliquer que c'est le MEDEF qui parle et le PS qui obéit.

Septembre 2012. Le gouvernement envisage de peut-être revenir sur une niche fiscale instaurée par Copé, ce qui augmenterait les taxes sur les plus-values lors de la revente d'entreprises. En quelques jours, après l'agitation de quelques patrons qui pleurent sur Twitter d'être les « pigeons » de l'histoire, le ministre Cahuzac avoue avoir « *commis une erreur* ». Une erreur élémentaire ! Il le sait très bien lui que les riches planquent leur fric en Suisse et à Hong-Kong si on les taxe trop !

Novembre 2012. Alors qu'il jurait juste avant qu'il n'y aurait pas de hausse, le gouvernement augmente la TVA. Il faut dire qu'il vient de mettre 20 milliards sur la table en crédit d'impôts pour la « compétitivité » des employeurs. Il faut bien compenser chez ceux et celles qui ne sont pas employeurs...

Mars 2013. Autre promesse de campagne : la taxe à 75 %¹ qui devait frapper les riches. Mais Hollande a une bonne excuse :

le Conseil constitutionnel prétend que cette mesure est inacceptable ! Les institutions de la bourgeoisie fonctionnent bien. Hollande l'appliquera-t-il au moins aux entreprises ? Peut-être, mais peut-être pas aux clubs de football !

Octobre 2013. Le gouvernement renonce à une taxe sur les profits (taxe sur l'Excédent Brut d'Exploitation), après que le MEDEF ait froncé les sourcils.

Au moins un président « progressiste » ?

Accordons-lui d'avoir réalisé une promesse : laisser deux femmes ou deux hommes se marier si elles/ils le veulent. Enfin il y a une troisième personne qui s'invite : il faut que le maire aussi dise « oui » — et l'actualité montre que les réactionnaires n'hésitent pas à dire « non ».

Mis à part cela, l'égalité des droits n'ira probablement pas plus loin. Dès son arrivée au pouvoir, Hollande fait un premier recul : il annonce que, finalement, prendre des mesures contre le contrôle au faciès serait trop compliqué. En janvier 2013 il reporte le débat sur la PMA après les municipales, en mai celui sur le droit de vote des étrangers/ères... Le PS n'ose pas, et laisse le champ libre à la très réactionnaire « manif pour tous ». Quant à la répression sarkoziste, hier dénoncée, elle va comme un gant à Manuel Valls.

Décidément pas le président des prolos !

Quand il s'agit de s'en prendre à la « France d'en bas », Hollande est beaucoup plus ferme. Il

est gêné bien sûr de voir des milliers de lycéen-ne-s exiger le retour de Leonarda et Khatchik. Mais il ne lâchera pas. Il est prêt à se courber devant les capitalistes pour qu'ils viennent en France, même si ce sont des vautours comme Maurice Taylor (le PDG de Titan qui veut bien l'usine Goodyear d'Amiens mais sans ses syndiqués), par contre les pauvres sont éjecté-e-s.

Avec l'ANI (accord permettant de travailler plus pour gagner moins, qui s'applique désormais dans les entreprises comme Renault, PSA, etc.) puis la énième réforme des retraites, il est évident que Hollande s'est attiré la colère de très nombreux-ses salarié-e-s. Mais contrairement au MEDEF, nous n'avons pas d'entrée à l'Elysée. Contrairement aux « pigeons », il ne nous suffit pas de râler sur Twitter pour être entendu-e-s. Ou plutôt si, Hollande a très bien entendu les quelques centaines de milliers de travailleur-se-s qui ont déjà manifesté contre lui. C'est pour cela qu'il répète qu'en ces temps de crise, il faut se résigner, il n'y a pas le choix... C'est vrai, quand on s'agenouille devant le pouvoir des capitalistes, comme le font l'UMP et le PS, on n'a pas le choix. Sarkozy avait le record d'impopularité à la fin de son mandat, maintenant Hollande le devance après seulement un an et demi. C'est avant tout la conséquence de la crise économique, qui débouche sur une tendance permanente à la crise politique, même si celle-ci n'explose pas encore.

Aujourd'hui le FN se fait hélas passer pour la solution. Mais Marine Le Pen veut seulement repeindre l'exploitation en bleu-

1. Précisons encore une fois : 75 % non pas du revenu, mais de la tranche supérieure à 1 million d'euros...



Gauche : manifestation lycéenne en soutien à Leonarda et Khatchik le 17/10/2013 (photo AFP). Droite : manifestation des travailleurs de l'agroalimentaire de Bretagne le 15/10/2013.

blanc-rouge et aggraver encore les expulsions et discriminations contre les immigré-e-s ou leurs enfants. La seule voie anti-système, c'est de regarder en face la lutte des classes et de la gagner. On y verra plus clair quand nous nous mettrons tous et toutes ensemble : les sans-papiers qui font tourner le BTP et les cuisines des resto comme les ouvriers/ères, les précaires comme les fonctionnaires, les retraité-e-s comme les étudiants... Alors on verra bien que les bourgeois comme le Pen et Barjot sont dans le camp d'en face.

Malgré la politique des directions syndicales et du Front de gauche, les luttes se fraient le chemin de l'affrontement avec le gouvernement

La situation actuelle est malheureusement plus brouillée. Dans la colère bretonne et la manifestation de Quimper en particulier, on a vu une majorité de salarié-e-s, de jeunes, et de paysans vraiment en difficulté. Mais il y avait aussi des patrons, la droite et même quelques fachos qui voulaient saisir l'occasion pour faire croire qu'ils ont des intérêts communs avec nous. La meilleure démonstration du contraire, ce sont les salarié-e-s de GAD, Marine Harvest, Tilly Sabco, Doux etc. qui s'opposent aux licenciements et radicalisent désormais leurs ac-

tions par des occupations, des actions contre la sous-préfecture, etc. ! Il s'agit maintenant que toutes les travailleuses/travailleurs par les plans de licenciement suivent l'exemple breton en occupant leurs usines, en multipliant les actions contre le pouvoir, en convergeant dans une grande manifestation commune contre le patronat et son gouvernement. Sans surprise, nous ne sommes vraiment pas aidé-e-s par Mélenchon et la clique à la tête des syndicats qui s'obstinent à couvrir Hollande, à faire croire que l'éco-taxé était une mesure juste et écologique, à diviser les luttes des travailleur-se-s, pour finir par les mépriser¹. Quand Mélenchon vante les Rafales de Dassault et l'aide à garder sa place de sénateur², quand il dit « *les investisseurs n'ont pas à avoir peur de mon programme* », il fait bien plus de tort à la lutte des classes que n'importe quel travailleur-se.

De la même façon, la principale organisation syndicale chez les enseignant-e-s, la FSU, dirigée par le Front de gauche et le PS, refuse d'engager l'épreuve de forces décisive avec le gouvernement pour imposer le retrait de la réforme sur les rythmes scolaires. Pourtant, la colère des enseignant-e-s et des parents d'élèves monte et, face aux tentatives de récupération par l'UMP, les appels à la grève se multiplient pour

les 13-14 novembre pour mener le mouvement par les armes du mouvement ouvrier. Il est urgent d'aider à l'auto-organisation des enseignant-e-s et d'imposer le front unique des organisations pour aller vers une vraie grève nationale, seule à même d'imposer le retrait.

Alors que les directions syndicales et du Front de gauche ont refusé de mener la bataille sur la question centrale de la rentrée, la contre-réforme des retraites, ce sont les lycéen-ne-s qui ont montré la voie à suivre pour la résistance à ce gouvernement, par un mouvement spontané contre l'expulsion de Katchik, de Léonarda, de tous les enfants sans-papiers et de leurs familles. C'est grâce à ce mouvement que la situation sociale a commencé à changer, qu'un an et demi après l'élection de Hollande a enfin émergé la perspective d'une grande lutte d'ensemble contre sa politique au service des patrons, dans la stricte continuité de Sarkozy. Elle reste à construire certes, mais avec les lycéen-ne-s, avec les enseignant-e-s, avec les travailleurs/tes et les petit-e-s paysan-e-s breton-ne-s montrant la voie à toutes celles et tous ceux du pays, la construction d'un grand mouvement d'ensemble contre Hollande-Ayrault est désormais concrètement à l'ordre du jour.

Ernest Everhard

1. Le 2 novembre au matin, Mélenchon déclarait « A Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres ».
2. <http://tinyurl.com/melenchondassault>

Ras-le-bol social et bonnets rouges : La Bretagne, ça vous gagne ?

Comme de nombreuses régions et pays, la Bretagne est le théâtre de licenciements massifs qui ne vont pas manquer de destabiliser l'économie globale de la région. Les licenciements ne se cantonnent pas à l'agroalimentaire mais les mobilisations des travailleurs/ses de ce secteur sont passées à la vitesse supérieure ces dernières semaines. Le 14 octobre, plusieurs centaines de salarié-e-s des usines Doux, Tilly Sabco, Marine Harvest et Gad ont bloqué un rond-point devant l'aéroport de Brest Guipavas puis se sont rendus sur le tarmac, provoquant l'annulation de trois vols. La déclaration de Nadine Hourmant, déléguée FO chez Doux, illustre les motivations : « *Nous sommes cassés par nos emplois et pourtant on veut les garder parce qu'on n'a rien d'autre.* » Sur 1000 emplois supprimés chez Doux en 2012, seuls 28 personnes ont en effet retrouvé un CDI à l'issue de leur « Contrat de Sécurisation Professionnelle ». Les travailleurs et travailleuses en lutte ont ensuite rejoint des élèves, en réalisant une opération escargot, pour finalement bloquer complètement la RN12 au niveau du pont de Morlaix.

Cette initiative entre salariés et élèves marquait le début d'une mobilisation qui dépasse les cadres catégoriels « classiques ». Elle a donné lieu à une lutte non achevée pour la direction politique au sens large du mouvement, ainsi qu'à de nombreux questionnements pour les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier.

La manifestation de Quimper : entre fantasmes et réalité

Une confusion entretenue avant...

L'appel à manifester le 2 novembre à Quimper avait été lancé le 18 octobre par « le comité de soutien pour l'emploi en Centre Bretagne » qui avait réuni 600 personnes. Dans ce comité étaient représentés des élus, des syndicalistes, des commerçants et des salariés, notamment ceux de Marine Harvest. Parmi les élus, on trouvait Christian Troadec qui s'était illustré dans le mouvement pour empêcher la fermeture de l'hôpital de Carhaix en 2008. Le maire de Carhaix et conseiller général a ensuite, avec Thierry Merret, président de la FDSEA du Finistère, lancé le collectif « Vivre, décider et travailler en Bretagne ». La communication de ce collectif a alors un long moment délaissé la problématique de l'emploi au profit de celle de l'écotaxe, effaçant la démarche initiale du « comité de soutien pour l'emploi en Centre Bretagne »... Le MEDEF et d'autres organisations à la solde des capitalistes se sont engouffrées dans la brèche et ont ensuite déclaré leur soutien à la manifestation de Quimper qui est apparue quelques jours comme une manifestation contre l'écotaxe uniquement ou parfois même comme une manifestation contre le « ras-le-bol fiscal ».

Cette récupération patronale a déboussolé bon nombre de salariés et de militants du mouvement ouvrier, notamment ceux dont les organisations syndicales n'étaient pas implantées ou minoritaires dans les boîtes des salariés en lutte.

Quant aux directions de ces organisations, elles ont gardé le silence pendant presque deux semaines, avant de décider deux jours avant la date de diviser la mobilisation.

Sans attendre l'intersyndicale du Finistère à laquelle devait participer FO l'après-midi, une intersyndicale régionale avec la CGT, la FSU, Solidaires et la CFTC s'est réunie le 30 octobre au matin et a sorti un communiqué de presse à midi appelant à une contre-manifestation le 2 novembre à Carhaix, à la même heure que celle de Quimper. Lors de l'intersyndicale départementale, la demande a été faite aux sections régionales de déplacer la manifestation le matin afin que les salarié-e-s puissent aller aux deux. La CGT a refusé arguant que l'heure de rendez-vous à Carhaix avait déjà été diffusée, notamment dans la presse... Les sections départementales FSU 29 et Solidaires 29 se sont retrouvées en porte-à-faux et n'ont finalement pas pris clairement position pour l'une ou l'autre manifestation.

A Quimper le 30 octobre, une réunion unitaire PG, PC, Alternatifs, ATTAC et NPA s'était mise d'accord pour sortir une position sur les manifestations de Carhaix et Quimper, appelant à manifester à Quimper en dénonçant le détournement du mot d'ordre initial par le Medef, les promoteurs de l'agro-business et des patrons de la grande distribution. Elles ont justifié leur choix par la volonté de ne pas laisser le champ libre à la droite et de revenir aux mots d'ordre pour l'emploi, contre les licenciements et pour un autre modèle agricole. Mais avant la parution du communiqué, le PC et le PG s'étaient retirés... Pour comprendre ce revirement,



Gauche : « bonnets rouges » lors de la manifestation de Quimper le 2/11/2013. Droite : banderolle NPA lors de la même manifestation (photothèque Rouge).

on peut se référer aux déclarations ignobles de Mélenchon contre les travailleurs/ses : « A Quimper, les esclaves manifestent pour les droits de leur maîtres. » Ou encore : « Le patronat et les cléricaux des départements vont faire manifester les nigauds à Quimper »¹.

D'autres déclarations agitaient le danger de l'extrême droite et de la violence pour dissuader de s'y rendre. Mais qu'à donné la manifestation de Quimper après toute cette confusion entretenue ?

... une réalité encourageante pendant

Comme la démontré le « non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen, les médias ont une influence certes, mais une influence limitée ! Alors que le bonnet rouge avait été repris par ceux qui voulaient transformer la mobilisation en mobilisation anti-fiscale, les salarié-e-s de GAD étaient descendu-e-s des cars avec des bonnets rouges. Certain-e-s camarades qui avaient passé des moments avec les GAD ont été interpellés car, dans les discussions, la préoccupation de l'écotaxe n'avait pas de place significative ! Il y avait déconnexion entre le symbole anti-fiscal que les médias attribuaient aux bonnets rouge et la représentation que s'en était faite les salariés.

En arrivant au rassemblement qui a réuni autour de 30 000

personnes à côté de la Préfecture, certains bonnets rouges portaient des pancartes individuelles bricolées. Certaines contre la finance, d'autre effectivement avec des revendications fiscales mais spécifiques, contre les impôts qui frappent les petits. Par ailleurs, dans la chaîne du producteur au consommateur, ceux qui encaissent les hausses de taxes sont les extrémités, il semble donc juste de penser que parmi ceux qui étaient venus contre l'écotaxe, il y avait beaucoup d'agriculteurs isolés qui manifestaient pour leur survie et non pour aggraver les conditions d'exploitation des salariés.

Les interventions de la CGT Marins et de Nadine Hourmant de FO, qui a annoncé dans son discours que pour garder l'emploi, il fallait être prêt à nationaliser les entreprises de l'agroalimentaire, ont été très bien reçus si l'on en croit l'applaudimètre. Par contre, une intervention énumérant les mesures et allègements fiscaux nécessaires au développement de telle filière a été couverte par des personnes scandant « Emploi-Résistance ».

D'autres témoignages circulent sur le net². Ils confirment que les réactionnaires étaient minoritaires, contrairement à ce que pouvaient laisser craindre certains médias et certains organisateurs de la manifestation de Carhaix. Il faut par ailleurs noter qu'il n'y avait

pas un seul drapeau du FN, ni de l'UMP. A l'inverse, les forces progressistes et ouvrières étaient clairement visibles, parfois même des cortèges clairement identifiés par leurs drapeaux et autres autocollants. Le NPA bien sûr avec les Alternatifs, Lutte Ouvrière, Breizhistance, l'UDB, des ZADistes mais aussi des électrons libres du Front de Gauche refusant les choix de la direction de leurs partis.

Du côté des syndicats, la section CGT Marins était présente, mais aussi d'autres syndiqués, des membres de la FSU venus avec leurs drapeaux, des membres de SLB (Syndicat des travailleurs bretons) également. La palme revient à FO qui, bien implanté dans l'industrie agroalimentaire, avait de nombreux drapeaux portés dans les cortèges de salarié-e-s en lutte.

Il faut reconnaître qu'il y avait effectivement des forces réactionnaires comme la quinzaine d'identitaire ou encore des membres de la « Manif pour tous » qui auraient déployé la banderole « Hollande démission ». Il y aurait aussi eu un cortège FN d'une dizaine de personnes ayant défilé sans être identifiables.

Ces forces étaient à la marge mais elles rappellent la nécessité de constituer des services d'ordre pour parer les éventuelles attaques. Comme le reprennent certains critiques de la manif de

1. <http://tinyurl.com/melenchon-quimper>

2. <http://actualutte.com/une-autre-vision-des-bonnets-rouges/>

Quimper : "Tout ce qui bouge n'est pas rouge". C'est vrai... Mais tout ce qui est rouge avait sa place à Quimper !

Les suites : une boussole réformiste ou révolutionnaire ?

Identifier les flous et les loups

Jusqu'ici, le MEDEF s'accommodait plutôt bien de l'écotaxe. D'abord les Thalès, SNCF ou encore SFR bénéficiant du contrat léonin d'Ecomouv, mais aussi d'autres secteurs s'approprièrent à profiter de sa mise en place en proposant des formations payantes sur le sujet¹. Pour Patrick Carre, président du MEDEF Bretagne, le revirement de l'organisation patronale tient au fait que le contexte économique actuel n'est pas le même qu'en 2008. Cette piste est soutenue avec davantage d'éclairage par Jean-Louis Borloo qui avait décidé la mesure lors du Grenelle de l'environnement sous la présidence Sarkozy. Selon lui, entretemps, « 60 milliards de taxes sont passées par là »². Les tentatives pour faire de la manifestation pour l'emploi une manifestation pour l'écotaxe, puis antifiscale trouvent là leur point de départ. Ces organisations avant tout au service des gros capitalistes (banques, industries agroalimentaires, grande distribution...) se servent assurément de l'écotaxe, et de ceux pour qui elle représente un réel danger économique, comme d'un marche-pied pour obtenir une réforme fiscale générale. Comme si les gouvernements successifs n'en avaient pas fait assez sur ce plan ! Cette logique est soutenue par la course aux bénéfices et à la compétitivité. Cette course n'a pas de ligne d'arrivée : voilà pourquoi les capitalistes en veulent toujours plus !

Les agriculteurs/trices

indépendant-e-s n'exploitent qu'eux-mêmes et enrichissent surtout les banques. Parfois encore, poussés à la faillite, leurs exploitations sont rachetées à bas prix par des concurrents plus gros, ceux aux commandes du MEDEF et de la FNSEA. Au jeu du capitalisme, pour les agriculteurs indépendants, c'est face tu perds, pile ils gagnent. C'est cette catégorie sociale qui, avec les salariés, formait le gros des troupes à Quimper.

La ligne de fracture n'est pas entre salariés et non salariés, mais entre ceux qui ont un intérêt à voir se développer les conditions d'exploitation et ceux qui vivent de leur travail sans dégager de bénéfice du travail des autres ! Quand on a entendu Mélenchon, le Front de gauche et la direction de la CGT nous parler d'intérêts antagonique entre salariés et patrons, on s'est rappelé que les mêmes n'ont aucune crédibilité en la matière : ils n'ont rien fait pour mener le combat « antagonique » contre le gouvernement Hollande depuis qu'il est en place, ils refusent même de se déclarer ses opposants et concrètement leur dernier fait de non-armes a été de participer au Conseil d'Orientation des Retraites avec le MEDEF pour cautionner le principe d'une « réforme », puis de laisser passer sans bataille la contre-réforme des retraites ! De plus, à titre anecdotique, en 1996, alors qu'un plan de restructuration des industries d'armement frappait Brest, la chambre de commerce, l'Union patronale avaient rejoint les syndicats et les partis politiques, toutes tendances confondues, pour une manifestation qui s'était déroulée un 19 septembre ! Les chefs locaux de la CGT et d'autres syndicats n'avaient pourtant pas appelé à désertier la manifestation.

La boussole pour l'orientation politique est évidemment le principe d'indépendance de classe pour

défendre les intérêts des salariés, mais ils ont besoin aussi de se lier aux travailleurs indépendants pour faire masse contre le gouvernement et changer le système de production. Il faut une boussole révolutionnaire ! Et il faut savoir saisir la colère multiforme qui monte du peuple, des prolétaires, des petits paysans, des jeunes. . .

En prétextant le principe d'indépendance de classe, les forces politiques et syndicales qui ont appelé à Carhaix ont pris le risque de diviser les travailleurs et les paysans susceptibles de réaliser de tels projets. Mettre en avant l'indépendance de classe sans projet révolutionnaire revient à donner à l'Etat et au gouvernement « socialiste » le rôle d'arbitre. Or l'arbitre a choisi son camp ! En mettant en place notamment l'Accords National Interprofessionnel (ANI) et la nouvelle réforme des retraites, il a clairement choisi le camp de ceux qui ont des intérêts à aggraver les conditions d'exploitation. Il est aussi important d'être indépendant d'un tel gouvernement que des patrons !

En Bretagne, un des enjeux, pour la direction de la CGT notamment, est de reprendre la main sur un mouvement « dirigé » par FO, bien plus implanté dans les entreprises de l'agroalimentaire. Mais il y a un deuxième enjeu, tenant à des considérations plus politiques... A en juger par les personnalités présentes à Carhaix le 2 novembre (Rachel Garrido et Bertrand Seys du Parti de Gauche, Pascal Durand d'Europe Ecologie-Les Verts ou même Richard Ferrand, le député PS), la couleur politique de cette manifestation était celle des « soutiens critiques » du gouvernement Hollande. Ce soutien critique se caractérise par le fait d'en attendre des prises de décision progressistes, en lui mettant un peu la pression mais pas trop pour pas le fâcher quand même. Ce qui est également la ligne politique

1. <http://tinyurl.com/medef-eco-taxe>

2. <http://tinyurl.com/ecotaxe-itineraire>

et stratégique de la majorité des directions syndicales... Mais un bilan d'étape doit être tiré! Il n'y a rien à attendre du gouvernement Hollande! Pour en finir sur l'indépendance de classe, les intérêts des salariés sont davantage liés à ceux des travailleurs indépendants qu'à ceux d'un Etat bourgeois dirigé par un parti bourgeois. Pour ceux qui ne sont pas empêtrés dans les intérêts d'appareil et qui le peuvent, il faut rentrer en conflit frontal avec ce gouvernement.

**Avec les salariés en lutte :
un soupçon de propositions
et beaucoup de pratique !**

Alors que Raquel Garrido parlait à Carhaix d'écosocialisme, la base sociale qui permettrait de réaliser un tel projet se trouvait donc à Quimper. En effet, concrètement, comment soustraire la filière agroalimentaire à la logique capitaliste sans y inclure les agriculteurs/trices? Un tel tissu économique pourrait prendre la forme d'entreprises agroalimentaires nationales sous contrôle ouvrier achetant la production agricole à un prix garanti et suffisant pour bien vivre. Ce qui permettrait par ailleurs de produire de manière écologique à grande échelle, alors qu'aujourd'hui, cette production est réservée à une niche et de sortir la Bretagne du « développement » unilatéral centré sur l'agriculture productiviste qui détruit la petite paysannerie comme l'environnement.

La revendication de cession du site GAD de Lampaul à la communauté de commune ou l'appel au budget de l'Etat pour remplacer les restitutions européennes vitales pour l'entreprise Tilly Sabco, pourraient être des points d'appui pour donner les premiers coups de crayons d'un tel projet. Rappelons au passage que, si Tilly Sabco était nationalisé en contrepartie des subventions d'Etat, les banques dernièrement renflouées à coup de milliards d'euros pourraient l'être aussi. Evidemment,

seul un gouvernement des travailleurs pourrait mettre en oeuvre un tel projet...

Et que vaut la critique du "régionalisme" breton? L'immense majorité des Bretons n'a pas d'hostilité envers les autres régions. S'ils se mobilisent à juste titre pour l'emploi local, ils se sentiraient évidemment solidaires des autres contestations qui pourraient fleurir grâce à eux! De nombreuses personnes étaient à la manifestation avec cette conscience que leur environnement social proche est menacé et qu'il y a tout simplement le feu à la baraque! Le nombre de territoires subissant une situation similaire à celle de la Bretagne en termes de destruction sociale est de plus très grand. Le mouvement pourrait être contagieux. La question n'est pas celle de l'échelle mais des possibilités d'extension des modèles de luttes et des modèles sociaux. En pratique, les bonnets rouges n'en sont pas là. Mais les salarié-e-s prennent les choses en main!

Au lendemain de la manifestation de Quimper qui a enthousiasmé les participant-e-s, les salariés de Marine Harvest ont décidé de ne pas attendre la manifestation prévue à Rennes le 23 novembre! En passant outre l'avis de leurs délégués CGT, ils se sont mis en grève et occupent leur usine. Leur revendication n'est plus de partir avec le maximum de primes, mais le maintien de leur emploi, ce qui représente une avancée considérable. Ils ont installé une banderole « Interdiction des licenciements » devant leur usine. Jusqu'ici, les délégués syndicaux semblaient davantage sur la ligne de fermeture du site de Poullaouen en obtenant le maximum d'indemnités, tout en espérant l'embauche des CDI de Poullaouen sur le site de Landivisiau, les intérimaires étant sacrifiés au passage.

Le 7 novembre, FO a par ailleurs, à juste titre, quitté la table des négociations qui a eu lieu à Rennes pour le « Pacte d'ave-

nir pour la Bretagne », ce pacte n'envisageant pas de mettre en place un « gel des licenciements ». La déléguée syndicale de Doux a dénoncé ce type de concertations auxquelles elle avait participé jusqu'ici mais d'où rien ne sort en faveur des salariés : "On ne veut plus de grand-messe d'où il ne sort rien".

Il faut s'appuyer sur ces éléments montrant la combativité des salariés :

– La priorité est de soutenir les salarié-e-s en lutte, en se rendant aux manifestations auxquelles ils appellent, en organisant des comités de soutien ou tout simplement en leur rendant visite sur les lieux qu'ils occupent et en proposant le lancement d'un appel pour la centralisation du mouvement des boîtes en lutte.

– Même si le cadre de la manifestation du 23 novembre est posé par les organisateurs de Carhaix, il faut s'en saisir pour renforcer le pôle ouvrier du mouvement des bonnets rouges. La perspective d'un rassemblement national des salariés pourrait être l'étape suivante, parce que la situation bretonne n'est pas unique (licenciements à La Redoute, Fagor, Alcatel...) et que seul un mouvement d'ensemble pourra faire plier les capitalistes.

– Dans nos syndicats, se battre pour l'affrontement avec le gouvernement Hollande et cesser les concertations et les multiples consensus intégrant les contraintes patronales, notamment ne pas se laisser duper par le gouvernement qui gagne du temps par des concertations bidon. C'est une condition nécessaire pour une riposte globale dont la perspective a été ouverte par la Bretagne!

– Construire le NPA sur des bases clairement révolutionnaires, en totale indépendance du FdG au moment où Mélenchon et ses amis calomnient les travailleurs/ses aux bonnets rouges!

Sébastien Langlois

Manifestation du 2 novembre à Quimper : Le NPA en phase avec les enjeux de la situation !

Le 18 octobre, plus de 600 personnes s'étaient réunies à Carhaix lors de la réunion du comité pour le maintien de l'emploi en Centre Bretagne. Christian Troadec qui s'était illustré dans le combat pour la défense de l'hôpital de Carhaix, avaient appelé, avec d'autres personnes de ce comité, à manifester le 2 novembre sur un mot d'ordre qui a pris la forme de "Vivre, travailler et décider en Bretagne".

Le MEDEF et d'autres organisations à la solde des capitalistes se sont engouffrés dans les failles de cet appel pour en faire un mouvement "anti-fiscal". Les petits agriculteurs et artisans qui n'auraient pas eut le rapport de force pour répercuter les coûts de l'écotaxe sur les autres acteurs économiques, se sont alors engagés dans un combat pour leur survie. Le MEDEF, dont ceux qui sont aux manettes (banques, magnat de l'agroalimentaire et de la distribution), font de ces exploitants des auto-exploités, a donc tenté une fois de plus de profiter d'eux... Rappelons d'ailleurs au passage que l'écotaxe avait été mise en place par le MEDEF sous le gouvernement Sarkozy.

Cette tentative de récupération a semé, la confusion dans les organisations du mouvement ouvrier. Le NPA a pour sa part jugé qu'il était de sa responsabilité de ne pas capituler devant cette tentative de récupération et a décidé de participer à la manifestation de Quim-

per du 2 novembre. Etait-ce le bon choix ?

Bien que le gouvernement Hollande ait cédé sur l'écotaxe, la manifestation du 2 novembre à Quimper a réuni autour de 30000 personnes. Quelque chose d'autre que l'écotaxe motivait donc les personnes qui se sont rassemblées ce jour là. Dans ses interviews sur BFM et I-Télé, Philippe Poutou a analysé cette motivation comme un ras le bol général de la situation politique et sociale.

Le profil des manifestants a donné raison à cette analyse. Les salariés et les travailleurs indépendants étaient ultra-majoritaires. Ceux qui manifestaient pour l'emploi étaient les principaux acteurs de la manifestation avec des délégations de Gad, Doux, Tilly Sabco, Marine Harvest...arrivées pour certaines par cars entiers. A en juger par le matériel de ceux qui mettaient en avant des revendications fiscales, pancartes "faites maison" et autres banderoles artisanales, les artisans et agriculteurs n'avaient pas de gros moyens pour communiquer. Ils étaient de ceux qui subissent le capitalisme et non de ceux qui en profitent, de ceux avec qui les salariés doivent se lier pour un projet révolutionnaire de société !

Lors de la contre-manifestation à Carhaix qui a réuni tout au plus 1000 personnes, Raquel Garrido, porte parole du Parti de Gauche, a fait la promotion de l'éco-

socialisme. Mais pourquoi faire une contre manifestation à Carhaix alors que les acteurs susceptibles de mettre en oeuvre un tel modèle avaient prévu d'aller à Quimper ? Le lien avec les paysans se pose pourtant concrètement pour approvisionner les entreprises de l'agroalimentaire qui dans un projet réellement socialiste, seraient nationalisées et leur garantirait le prix d'achat de leur production.

L'interprétation de cette contradiction s'illustre par la présence du député PS Richard Ferrand et

du secrétaire national de Europe Ecologie Les Verts à la manifestation de Carhaix. Le petit monde du "soutien critique" au gouvernement Hollande était donc à Carhaix, appuyant la décision des directions syndicales régionales de la CGT, de Solidaire et de la FSU d'organiser cette contre manifestation.

Les mêmes qui s'obstinent à couvrir en pratique le gouvernement Hollande agitent le spectre de l'extrême droite mais n'en constituent de fait pas une alternative. Les camarades du NPA oeuvreront pour leur part dans les prochains jours à créer des initiatives unifiantes pour toutes les forces désireuses de rompre avec le système politique et économique actuel, dans une perspective anticapitaliste.

Un correspondant local

Notre-Dame-Des-Landes : pas de vacances contre l'Ayrault-Port !

Après la chaîne humaine du 11 mai, un week-end festif, mélangeant concerts, forums et débat, s'est tenu les 3 et 4 août à Notre-Dame-des-Landes pour dire non au projet d'aéroport. En plein été, l'événement a rassemblé 40 000 personnes en deux jours, dont bien des militant-e-s du NPA.

Il est primordial de ne pas relâcher la pression. Après une très violente campagne d'expulsion des zadistes (celles et ceux qui occupent la « zone à défendre » pour empêcher l'ouverture des travaux) fin 2012, le gouvernement a changé de tactique : les expulsé-e-s revenaient chaque fois plus nombreux et la brutalité des flics leur attirait beaucoup de sympathie. Aujourd'hui, les CRS sont en retrait et les autorités assurent exami-

ner plusieurs recours administratifs contre le projet. Elles espèrent qu'une pause de plusieurs mois démobilisera les opposant-e-s.

Mais cette lutte n'est pas une lubie passagère. Elle dure, avec des degrés d'intensité variables, depuis... 1972 ! Sur place, zadistes, agriculteurs, riverains et militants écologistes se serrent les coudes. Des comités de soutien existent dans toute la France, multipliant les initiatives locales, notamment contre Vinci, géant du BTP chargé de la construction et de la gestion du futur aéroport.

Au-delà de Notre-Dame-des-Landes, c'est la question des Grands projets inutiles imposés (GPII) qui est ouverte. Partout en Europe, ces projets aberrants prétendent engloutir des milliards

d'argent public au seul bénéfice des entreprises chargées de les réaliser : autoroutes surdimensionnées, tours de bureaux vides, liaisons ferroviaires redondantes... Si les caisses sont vides pour l'éducation ou la santé, l'État trouve toujours de l'argent pour les capitalistes.

On nous assure que les GPII apporteront la « croissance », la « compétitivité ». Peut-être. Mais notre classe vivra-t-elle mieux pour autant ? Non ! Pour nous, cela signifie uniquement plus de béton, plus de pollution. Contre l'aéroport et son monde, le combat continue !

Contre l'aéroport et son monde, le combat continue !

Renaud (Comité Jeunes Travailleurs RP)



Gauche : affiche des journées de forum-débat les 3-4/08/2013 contre l'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes. Droite : un concert lors de ces journées.

Un crime capitaliste parfait : ODCF-Wayne Dalton sacrifie 66 salariés sur l'autel du profit à Reims (Marne)

(Version complète de l'article paru de façon tronquée dans L'Anticapitaliste n°216 du 7 novembre 2013.)

23 millions de dollars, c'est le montant des dividendes versées à ses actionnaires par la holding japonaise Sanwa en 2012. 66, c'est le

nombre de travailleur-e-s de l'entreprise rémoise ODCF-Wayne-Dalton (fabrication de portes de garages) mise en liquidation judi-

ciaire le 11 juillet 2013. Le 16 octobre, ils ont appris que l'État validait un PSE (plan de « sauvegarde » de l'emploi) prévoyant la somme dérisoire de 500 000 euros, sans mettre en place de cellule de reclassement. Il y a un contraste indécent entre ces données mais un lien les unit : Sanwa est l'entreprise-mère du groupe ODC (Overhead Door Corporation) auquel appartient ODCF-Wayne-Dalton.

Une liquidation judiciaire organisée par une multinationale capitaliste

Le 11 juillet 2013 le couperet tombe, impitoyable. L'entreprise ODCF-Wayne Dalton est mise en liquidation judiciaire. A posteriori cette sanction brutale semble résulter d'une séquence d'évènements orchestrés depuis 2009. A cette date l'entreprise rémoise, future ODCF-Wayne Dalton, prospère avec une production de 45 000 portes de garage par an et 20 millions d'euros de chiffre d'affaires – elle attise les convoitises.

Le groupe américain ODC, acheté par Sanwa cette même année 2009, acquiert l'entreprise rémoise. « *Le Directeur Général nous a dit que cela ne changerait rien, à ce moment on l'a cru* » insiste le délégué du personnel CGT Cédric X. Puis vinrent les consignes quant aux matières premières à acheter : dorénavant elles seront achetées à l'intérieur du groupe Sanwa. Les prix d'achat flambent (58% d'augmentation) et

asphyxient l'entreprise. Enfin, le coup de grâce : un autre site de production, Novoferm, autre filiale de Sanwa, se porte acquéreur du site rémois, de son carnet de commande, mais pas de ses salariés.

Trahison-éclair de l'Etat bourgeois et des directions syndicales

Quel a été le rôle de l'État pendant la procédure de liquidation judiciaire ? Il n'aura fallu que quelques semaines de tergiversation pour que, le 16 octobre 2013, la DIRECCTE (Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) finisse par valider le plan de « sauvegarde » de l'emploi (PSE). Ce plan, un des tout premiers après l'entrée en vigueur de la loi de « sécurisation de l'emploi », prévoit actuellement la somme dérisoire de 500 000 euros pour les 66 employés licenciés, sans mettre en place de cellule de reclassement. Comme l'affirme Me Brun, avocat des salariés de Wayne-Dalton, « l'Etat socialiste [est] de collusion avec le grand capital ». À l'échelon local, les élus (maire PS de Reims et député UMP) ont fait semblant de se saisir de cette affaire en recevant une délégation de travailleurs aux abois – sans résultat.

Les travailleurs en colère ne sont pas restés inactifs : manifestations dans les rues de Reims, manifestation unitaire avec les travailleurs de BOSAL-Le Rapide en attente d'une liquidation judi-

ciaire, feu de palettes devant l'entreprise, installation de cinquante croix devant l'entreprise pour symboliser la mort sociale des travailleurs, etc. La direction locale CGT a d'abord soutenu sans vigueur leur lutte déterminée, pour les laisser tomber quand ils se lancèrent dans une grève de la faim devant la sous-préfecture qu'ils considéraient comme le « symbole de l'Etat ». Depuis le 6 novembre, les organisations syndicales négocient une « prime extralégale de licenciement ». Une procédure judiciaire est en cours, contestant l'homologation du PSE.

La lutte des Wayne-Dalton illustre l'ineptie de l'ANI et de la loi de « sécurisation » de l'emploi. Seul le contrôle des travailleurs sur les moyens de production leur permettra de faire face au sabotage économique par les grands groupes capitalistes dévoreurs de vies et d'emplois. C'est par l'auto-organisation et la convergence des luttes que les travailleurs pourront inverser le rapport de forces, en s'opposant à l'État bourgeois et à ce gouvernement socialiste au service du capital. Les directions syndicales devraient soutenir ce processus plutôt que de négocier avec la bourgeoisie. Dans cette perspective, la revendication la plus immédiate est d'interdire les licenciements et les fermetures d'usines : ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise !

**Léo David et
Valère Mountassir**



Gauche : salariés d'ODCF-Wayne Dalton. Droite : manifestation à Reims le 29/09/2013.

La mobilisation en Bretagne et dans les écoles obligent la direction de la FSU à s'adapter un peu... mais il faut que les syndicats rompent avec le gouvernement !

La FSU, principale fédération de l'éducation, est concernée au premier chef par le développement actuel des mobilisations. En effet, il est tout à fait possible que deux mobilisations importantes mettent en difficulté la politique gouvernementale : celle des lycéen-ne-s et celle sur les "rythmes scolaires". Toutes deux se situent directement dans le champ d'intervention de la FSU qui est nettement majoritaire, et toutes deux partent de la base pour poser la question de l'affrontement avec le gouvernement.

Le Bureau National de la FSU tenu le jour de la rentrée de novembre, a connu des débats importants sur ces questions. Fédération syndicale bureaucratisée comme les autres, la FSU conserve néanmoins des traditions démocratiques issues du syndicalisme enseignant, comme le droit de tendance qui permet aux minorités d'être représentées, proportionnellement à leur importance, dans les instances délibératives de la Fédération. Ce qui permet aux militant-e-s lutte de classe d'y défendre leurs positions.

Dans la FSU coexistent diverses tendances : les deux principales composantes de l'appareil sont Unité & Action liée notamment au PS et au Front de Gauche, Ecole Emancipée liée à la Gauche Anticapitaliste et comportant des militant-e-s du NPA. Il existe aussi des tendances minoritaires oppositionnelles à divers degrés : URIS, Front Unique, Emancipation où militent d'autres camarades du NPA¹.

Le BN de la FSU se tenait aussi

deux jours après les deux manifestations en Bretagne, à Quimper et Carhaix... la manifestation de Carhaix ayant constitué une manœuvre de division de la part des appareils syndicaux dont la FSU régionale, rejoints par le Front de Gauche comme souvent².

Un vent qui tourne...

La mobilisation sur les rythmes scolaires, pour l'abrogation du décret Peillon dont l'application aurait des conséquences extrêmement graves pour les écoles, avait commencé avant les vacances, et de jour en jour de nouveaux appels départementaux à la grève de la part de sections du SNUipp (le syndicat des écoles de la FSU, très majoritaire) apparaissent pour les 13-14 novembre : on se dirige vers une mobilisation non seulement très importante, mais aussi en phase d'ascension.

Dans le même temps, avant les vacances aussi avaient commencé des mobilisations lycéennes : parties de cas ponctuels d'élèves sans-papiers expulsé-e-s (Leonarda et Katchik étant les plus médiatisé-e-s), elles venaient de se doter d'un appel unitaire national de la part des organisations de jeunesse (UNL, FIDL, UNEF), signé par RESF, la LDH, la Voix des Roms, mais aussi les fédérations CGT, SUD et FSU dans l'éducation. Appel positif malgré des limites, constituant un cadre pour commencer une lutte nationale contre la politique de Valls, le ministre le plus réactionnaire du gouvernement.

Dans cette situation, qu'est-

ce qu'un syndicat comme la FSU peut et doit faire ?

... la FSU tournera-t-elle avec lui ?

Ainsi, la direction de la FSU change de ton... un peu. Il est symptomatique que la secrétaire générale ait ressorti la fable – comme les autres dirigeants syndicaux des confédérations CGT et FO – selon laquelle le gouvernement serait pris entre les exigences des salarié-e-s et celles du patronat, et n'aurait pas fait ses choix : *"le gouvernement doit choisir sa politique et sur qui il doit s'appuyer, les salariés ou le patronat"!!*

Plusieurs interventions ont rappelé qu'au contraire ce gouvernement avait bel et bien fait des choix, à savoir ceux de la défense des intérêts du capitalisme.

Les habituelles tendances minoritaires n'étaient cette fois-ci pas isolées, signe du fait que même l'appareil syndical central doit tenir compte du mécontentement qui monte chez les travailleurs/euses de l'éducation.

Combattre ce gouvernement exigerait de se solidariser avec le mouvement lycéen : quand on sait quel rôle peuvent jouer les enseignant-e-s en étant aux côtés des lycéen-ne-s lors des mobilisations (non pas une "manipulation" comme le disent les médias mais aussi certains appareils syndicaux, mais montrer la convergence des revendications et rendre la répression plus difficile de la part de la police)... il est clair que l'enjeu

1. Pour plus de précisions sur les tendances de la FSU voir *Au Clair de la lutte* n°15, article sur le congrès de la FSU.

2. Voir l'article de Sébastien Langlois sur la Bretagne.

est d'appeler les personnels des lycées à se mobiliser, par la grève et aussi avec leurs propres revendications (par exemple l'abrogation de la dernière réforme qui dérègle le lycée, mise en place par l'UMP et poursuivie par le gouvernement).

Combattre ce gouvernement exigerait aussi de donner une perspective nationale et centrale dans la lutte sur les "rythmes scolaires", à savoir proposer une grève unitaire aux autres syndicats (CGT, SUD, FO), mettant en avant l'auto-organisation des luttes à la base dans le cadre d'AG souveraines, dépassant les corporatismes catégoriels en rassemblent, enseignant-e-s, personnels municipaux et parent-e-s d'élèves pour l'abrogation du décret Peillon.

Enfin, combattre ce gouvernement exigerait de partir de la réalité de ce qui s'est passé en Bretagne : la grande mobilisation de Quimper, loin d'être un mouvement réactionnaire, montre la nécessité de mettre en place une lutte syndicale sur le plan national et pas seulement breton contre

les licenciements qui pleuvent. La FSU pourrait en tout cas porter cette proposition auprès des confédérations. Le BN s'est divisé entre ceux/celles qui portaient ces exigences correspondant aux nécessités de la lutte de classe, et ceux/celles qui reprenaient de manière plus ou moins caricaturales les déclarations des appareils syndicaux et des dirigeant-e-s du Front de gauche.

Tournant ou zigzag ?

Cette réorientation nécessaire de la FSU était portée de manière plus ou moins conséquente et complète par les tendances minoritaires, notamment Emancipation, mais aussi certains syndicats.

Force est de constater que la direction de la FSU oscille. D'une part, elle tient compte de la poussée qui se fait sentir à la base et critique davantage le gouvernement. Mais elle ne rompt pas avec lui : il s'agit toujours d'obtenir un "changement de cap" (? ?). C'est pourquoi elle entend maintenir un "dialogue social" intensif,

participant à toutes les instances qui discutent de l'application des contre-réformes du gouvernement. Cela est particulièrement flagrant concernant les "rythmes scolaires" : marquer un premier refus de cette contre-réforme passerait par le fait de quitter le "comité de suivi" gouvernemental où siègent les dirigeant-e-s du SNUipp (comment peut-on combattre une mesure tout en participant à une instance qui est faite pour "réussir" son application ?).

De même, la direction UA-EE n'a donné aucune perspective concrète d'action... si ce n'est deux lettres au ministre Peillon !

Comme on le voit, il est nécessaire de faire de la FSU un syndicat au service des luttes, rompant avec le soutien critique au gouvernement et combattant sa politique dans sa globalité. Seul le développement des luttes - mais aussi le fait de se syndiquer et de s'impliquer dans la vie du syndicat - à la base peut permettre d'avancer dans cette direction.

Q.

CDFN de la FSU : La direction refuse d'affronter le gouvernement Hollande

Les 24 et 25 septembre s'est tenue une instance délibérative de la FSU, la Fédération Syndicale Unitaire regroupant des syndicats de métiers liés à la Fonction Publique. Cette instance, le Conseil Délibératif Fédéral National (CDFN), a pour mission de mandater la direction de la fédération afin que celle-ci puisse prendre publiquement position sur les différents dossiers de l'actualité et proposer des moyens d'action.

Nous avons jugé intéressant de porter à la connaissance de nos lecteurs/lectrices les débats qui ont traversé cette instance car ils rejoignent ceux qui traversent l'en-

semble des syndicats en général. La FSU, bien que très bureaucratifiée, possède un fonctionnement organisé en tendances et donc les minorités peuvent s'exprimer à tous les niveaux : ainsi des militants révolutionnaires peuvent développer (sans illusion !) des positions lutte de classe dans le cadre de leur tendance syndicale.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les mandats obtenus par la direction faisant passer ses positions via le courant « Unité et Action » ne sont pas des mandats d'opposition au gouvernement Hollande. Pourtant, il n'est plus possible de nier que ce gou-

vernement se situe dans la continuité anti-sociale de celui de Sarkozy, restructurant toujours davantage le système productif français au bénéfice des capitalistes. Traitons particulièrement de deux points mettant en relief la stratégie gouvernementale et la réponse de la direction de la FSU.

La direction de la FSU refuse de revendiquer l'abrogation de la réforme des rythmes scolaires

Plutôt que de changer légalement le statut des enseignants pour appliquer la loi d'orientation

sur l'école de Peillon, le gouvernement met en place les conditions, par la pratique, de la dérégulation des cadres de travail. La réforme des rythmes scolaires en est sans aucun doute l'outil. Les difficultés de partage des locaux entre les activités scolaires et périscolaires obligent d'ores et déjà les enseignant-e-s à augmenter leur temps de présence dans les établissements. Des témoignages ont rapporté des exemples de communes où le périscolaire prend parfois le pas sur les activités scolaires. D'autres font état de l'amateurisme des activités périscolaires mises en places et de la non pérennité des moyens pour les financer... L'éducation physique et sportive (EPS) que le gouvernement Sarkozy voulait faire sortir du cadre de l'enseignement classique pour en attribuer la gestion aux communes est ici pratiquement en marche...

Un membre du syndicat de l'animation (EPA) a fait part de la nécessité que l'ensemble des personnels touchés par cette déréglementation organisée réponde collectivement. Une motion a été déposée par le courant « Émancipation » afin que le FSU se positionne pour l'abrogation de la réforme des rythmes scolaires. Cette motion a été largement rejetée...

Ce premier exemple illustre le manque de volonté de la direction de la FSU de s'opposer à ce gouvernement. Alors que des mobilisations se construisent comme à Aubervilliers dans le 93 ou à Quimper dans le 29 avec des enseignant-e-s et des parents se rendant compte de l'arnaque que constitue la réforme des rythmes scolaires, la direction de la FSU se dote d'une ligne conciliatrice vis-à-vis du gouvernement Peillon.

Comment ne pas mobiliser contre la réforme des retraites ?

Après le coup de force de l'ANI, Accord National Interpro-

fessionnel permettant de précariser l'emploi, le gouvernement PS s'est donc attaqué au système de retraite. Au CDFN, la direction de la FSU a fini par accepter de demander l'abandon de cette réforme alors qu'elle demandait jusqu'ici une réforme plus juste. Si les mots d'ordres ne font pas la mobilisation, ils constituent cependant une base claire pour faire l'unité entre les syndicats mais surtout dans la rue. Demander le retrait du projet est donc une des étapes nécessaires pour construire une mobilisation qui ne rendrait plus le gouvernement maître des initiatives et du calendrier.

Mais il y a un hic ! La direction « Unité et Action » (U&A) et « École émancipée » (EE) (autre tendance dirigée principalement par la Gauche anticapitaliste, membre du Front de gauche) demande l'abandon de la réforme mais en même temps « *que soit mise en œuvre une autre réforme prenant en compte les propositions alternatives que porte la FSU avec d'autres organisations* ». L'arrêt des négociations n'est donc pas à l'ordre du jour. Le texte action d'U&A, amendé par EE, sorte de résolution actant les mandats pour la direction, dit d'ailleurs que les « *mesures annoncées pour la prise en compte de la pénibilité, les jeunes et les femmes sont à approfondir pour être à la hauteur des besoins* ». Or le gouvernement Hollande ressort les mêmes tours que le gouvernement Sarkozy et utilise la prise en compte de la pénibilité pour faire apparaître sa réforme comme une avancée pour les salarié-e-s. La prise en compte de la pénibilité est de plus un cheval de Troie pour introduire une individualisation du calcul des pensions, objectif par ailleurs affiché par la CFDT avec « la retraite à points ».

Le terrain lâché sur celui des retraites ne fera que rendre le gouvernement plus confiant pour attaquer la réforme annoncée de la

Sécurité Sociale dans les tous prochains mois.

Ce cadre « revendicatif » est taillé sur mesure pour justifier la pratique du « dialogue social » au lieu de mobiliser efficacement contre le gouvernement. Comme les directions de la CGT et de FO, celle de la FSU refuse même d'appeler à une deuxième journée de grève nationale interprofessionnelle, ne déposant qu'un préavis de grève pour le 15 octobre afin que ceux qui le souhaitent puissent participer aux initiatives dispersées qui auront lieu ici ou là.

Cette orientation a déjà été rencontrée concernant l'ANI : une opposition formelle à une attaque gouvernementale, mais sans volonté d'affronter réellement le pouvoir – et de créer les conditions pour cela – car les directions syndicales se refusent à combattre la politique gouvernementale. Ce n'est pas un hasard si les directions du Front de Gauche, très liées à une partie des directions syndicales, sont dans la même logique, et n'ont appelé à aucune initiative nationale susceptible de gêner le gouvernement.

C'est ainsi que la majorité du CDFN a refusé les propositions d'action, qu'a portée sans ambiguïté le courant « Émancipation », visant à l'affrontement avec le gouvernement, à l'impulsion de l'auto-organisation et de grèves assorties de blocages de secteurs clés de la production. En proposant tout d'abord que la FSU réunisse rapidement une intersyndicale la plus large possible, en veillant à ce que la recherche de l'unité ne débouche pas sur le plus petit dénominateur commun en termes de revendications et d'actions, mais intègre les actions unitaires à la base dans des collectifs de luttes d'entreprises et de quartiers avec des appels d'établissements et de syndicalistes.

Sébastien Langlois

CPN des 21–22 septembre : Un pas en avant dans le rassemblement de la gauche du parti

Du côté de la majorité, rien de nouveau sous le soleil : elle maintient sa ligne du « gouvernement anti-austérité », suffisamment ambiguë pour draguer le Front de gauche, alors qu'il faudrait que le NPA propose un plan de rupture concret avec le système capitaliste, centré sur la nécessité d'exproprier les grandes entreprises, la rupture anticapitaliste avec l'UE et la mise en place de notre propre gouvernement, basé sur l'auto-organisation des travailleurs/ses. Au-delà des indispensables décisions prises pour combattre la montée de l'extrême droite, seule une stratégie révolutionnaire peut empêcher le FN de récupérer le rejet des politiques d'austérité et d'incarner la rupture avec le système. Sur la mobilisation contre la réforme des retraites, la majorité critique certes la politique des directions syndicales (on aimerait que ce soit aussi le cas dans les médias...), mais n'a rien de concret à proposer. Pour elle, la bataille est déjà perdue. Face à cette orientation, la gauche du parti a travaillé ensemble pour proposer une résolution alternative qui, malgré ses limites programmatiques, est centrée sur la nécessité regrouper les secteurs les plus combattifs pour faire émerger un pôle alternatif aux directions

réformistes. C'est en effet un enjeu que le NPA s'oppose publiquement aux bureaucrates et à leur refus d'affronter le gouvernement. Le NPA doit prendre des initiatives contre le sabotage des Le Paon, Mailly et consorts, en fixant clairement l'objectif de la grève générale qui seule pourra empêcher la mise en œuvre de réformes indispensables pour la sauvegarde des profits capitalistes.

L'orientation de la majorité sur la Syrie, enfin discutée au CPN, a été vivement contestée par la plupart des élu-e-s des positions Y et Z ; il n'y a donc pas de « très large accord », contrairement à ce qui a été écrit dans notre hebdo. La direction, d'habitude si prompt à signer n'importe quel texte « unitaire », refuse de fait tout front unique anti-impérialiste avec des organisations du mouvement ouvrier (y compris le Front de gauche !) qui ne partagent pas entièrement ses positions. Résultat : elle n'a appelé ou n'a impulsé aucune manifestation contre les menaces de frappes aériennes en Syrie. Pire, même au moment où Hollande veut bombarder la Syrie, elle continue à lui demander d'intervenir d'une bonne façon, en livrant des « armes pour les secteurs les plus démocratiques ». A contrario, il est essentiel de com-

battre toutes les illusions sur le rôle que joue notre impérialisme, qui ne peut qu'aider et soutenir des groupes réactionnaires qui s'engagent à défendre ses intérêts ; il ne peut en aucun cas rendre service à la lutte révolutionnaire du peuple syrien qui doit déjà faire face à la montée en puissance des groupes réactionnaires armés par les pays du Golfe alliés des impérialistes. Nous devrions prendre exemple sur le mouvement anti-guerre en Angleterre, qui se bat depuis des mois contre toute forme d'ingérence du gouvernement en Syrie, et qui a contribué à la défaite de Cameron devant le parlement.

Face à la direction du parti, la plupart des élu-e-s des positions Y et Z défendent aujourd'hui une politique alternative en grande partie commune. Il est essentiel que cette convergence se concrétise pour que cette orientation puisse devenir majoritaire. C'est pourquoi nous réitérons notre appel aux camarades de la position Y : acceptez de mener la discussion, ouvrez votre courant en cours de formation à l'ensemble des camarades qui veulent construire un NPA révolutionnaire.

F., L., M., S.
(PZ/Tendance CLAIRE)

Conférence Nationale des Jeunes des 9–10 novembre 2013 Explication de vote de la Tendance Claire

Les débats de cette CNJ ont recoupé en grande partie ceux de l'ensemble du parti. C'est normal et logique, car ce sont des débats

stratégiques posés par la situation elle-même, qui n'épargnent pas les militants du secteur jeune. Combien de sympathisants proches

nous disent qu'ils ne comprennent pas pourquoi le NPA n'intègre pas le Front de Gauche ? La PFA s'inscrit dans la continuité en ne

voulant pas clarifier ce que signifie l'anticapitalisme et en faisant de l'austérité le marqueur essentiel. De fait, la différence avec le FDG semble réduite au rapport au PS... Ce n'est pas convaincant, et c'est semer l'illusion qu'on pourrait changer de « politique économique » avec les institutions actuelles. Ces illusions n'alimentent pas la lutte de classe, et au contraire, les gouvernements non basés sur l'auto-organisation ont toujours été des fossoyeurs des luttes.

À cela, la PFB oppose la perspective de l'émancipation par les travailleurs eux-mêmes. « Nous mettons en avant la perspective de l'unification de l'ensemble des secteurs du monde du travail et de la jeunesse autour de revendications transitoires, qui dans la situation actuelle partent des préoccupations immédiates et posent la question de la rupture avec le capitalisme » et « nous expliquons également que pour mettre en oeuvre ces revendications transi-

toires, il faudra que les travailleurs prennent le pouvoir ». C'est cela que signifie pour nous la nécessité d'un gouvernement des travailleurs, et nous continuerons à mener les discussions pour préciser et affirmer cette orientation.

Nous avons estimé que les textes définitifs, intégrant la majorité de nos amendements, reflétaient suffisamment de convergences que nous pouvions porter ensemble et ne justifiaient pas de plateforme séparée. Il reste évidemment des désaccords ouverts, que nous avons exposés en partie dans notre explication de vote au dernier SNJ. Nous pensons que la plupart pourront se réduire en poursuivant les débats de fond et par la pratique. La plateforme commune est un point d'appui en ce sens.

Étonnamment, les camarades de la PFC (CCR) se sont insurgés contre la PFB en parlant d'« un accord vide de contenu », dénonçant « une nouvelle majorité très hétéroclite »... alors qu'à la fin du

dernier SNJ, contre toute attente, ces mêmes camarades avaient bataillé pour intégrer la PFB! Mais cela à la seule condition que la PFB retire la partie « Intervention » de son texte d'orientation constitutif de la plateforme, autrement dit à condition que la PFB dans son ensemble accepte de se définir sur un contenu (déjà soi-disant vide) plus restreint...

La constitution d'une nouvelle majorité composée de sensibilités et courants divers autour de la PFB est une avancée pour le secteur jeune. Dans ce cadre, il s'agit maintenant de retranscrire les textes dans une pratique commune, afin de construire un secteur jeune au profil ouvertement révolutionnaire et à l'initiative dans les luttes. C'est ce même objectif que nous poursuivons dans le reste du NPA.

Les délégué-e-s au SNJ de la Tendance Claire au sein de la PFB : Florine (JT RP), Fred (Créteil), Julien (JT RP), Renaud (Nantes)

Contributions pour la Conférence Nationale des Jeunes

Quelques points sur le front unique

Le front unique pour quoi faire ?

Il a été conçu dans une situation où les communistes n'influençaient pas la majorité des travailleurs, donc cherchaient à surmonter les obstacles que sont les réformistes : à la fois déclencher des mobilisations malgré eux, et en même temps progresser à leur détriment. Bien évidemment, cette situation et cet objectif sont toujours d'actualité. Nous voulons donc mettre des gens en mouvement, mais nous avons aussi une

certaine idée de la direction vers laquelle ce mouvement devrait aller. Ce qui implique de développer nos critiques et surtout pas de les mettre en veilleuse, encore moins pendant l'action où nous sommes davantage écoutés.

Pour des fronts uniques de classe

Notre objectif stratégique est d'attiser jusqu'au bout la lutte des classes. Cela ne veut pas dire se limiter aux revendications matérielles, mais que sur chaque sujet de société, nous devons défendre un point de vue de classe. La conséquence, c'est que nos

meilleurs cadres de luttes sont des fronts uniques de classe, avec des orgas du mouvement ouvrier (front unique ouvrier).

Par exemple :

- On peut lutter avec des militants écologistes qui ne se revendiquent pas la classe travailleuse (EELV), mais en continuant à lutter pour la prise en charge des questions écologiques par notre classe, avec ses réponses (expropriation, planification...).
- Il est évident que l'antifascisme serait beaucoup plus efficace s'il était porté aussi par les syndicats, au nom de la défense des travailleurs-ses, plutôt que seule-

ment par des orgas “de gauche” sur un dénominateur de “valeurs”.

Signer ou ne pas signer ?

Un appel / tract commun avec d'autres orgas est par définition un compromis, et en même temps fait apparaître une proximité plus grande que le simple fait de manifester côte-à-côte. Comment trancher sur ce qui est signable ou pas ?

– Il faut qu'il n'y ait pas d'éléments contradictoires avec ce qu'on défend en tant que NPA. On ne signe pas un appel antifasciste au nom de la défense de la République, ni un appel à l'augmentation des salaires au nom de la relance de la croissance, etc.

– Les actions / communiqués / collectifs unitaires doivent avoir des objectifs clairs et qui aident à faire des pas en avant.

Ce deuxième point dépend beaucoup de la situation présente et locale. Mais en ce moment un enjeu important, c'est la question des liens avec le gouvernement. Au moment où la colère contre le PS monte, il faut pousser tous ses alliés à la rupture. Par exemple :

– Dans une lutte contre l'austérité ou contre le FN, vu la lourde responsabilité du PS, nous ne devons pas apparaître aux côtés des MJS.

– On peut militer avec des Verts à NDDL, mais ce serait à côté de la plaque de signer un tract avec le logo EELV d'un parti du gouvernement Ayrault-Duflot...

Il ne faut pas non plus fétichiser les signatures en bas des tracts communs. Cela peut aider à impulser des mobilisations, donc on doit chercher à les amender pour les signer, mais pas à n'importe quel prix. On peut toujours participer à une mobilisation même si les désaccords sont trop importants pour signer tel ou tel appel. Garder une cohérence idéologique sur le long terme est un enjeu majeur pour convaincre ceux qui sont proches de nous.

Un dernier point : nous ne pensons pas que l'unité dans les

élections est impossible, mais cela demande alors un accord sur un programme révolutionnaire, ce qui n'est d'actualité avec aucune des forces situées à notre droite.

Pourquoi qualifier le PS de « parti bourgeois »

Le vocabulaire dominant sépare l'ensemble des organisations entre « droite » et « gauche ». Cette distinction, héritière de l'histoire bourgeoise française, permet d'affirmer une différence radicale entre l'UMP et le PS et masque qu'en réalité ces deux partis partagent la même nature de classe. Il est donc préférable d'utiliser les termes de notre camp social et de les caractériser selon cette nature. Or si l'on s'intéresse au PS il apparaît avec évidence qu'il s'agit d'un parti purement « bourgeois », et non pas, comme il l'a été jusqu'à une certaine époque, ouvrier avec une direction bourgeoise (« ouvrier-bourgeois »), réformiste dans son programme.

Qu'un parti soit purement bourgeois ou ouvrier-bourgeois déterminera l'attitude que nous devons avoir à son égard en tant que révolutionnaires, notamment dans la tactique de front unique lorsqu'il s'agit de savoir quels fronts nous pouvons faire. Par « parti ouvrier-bourgeois », il s'agit de désigner les partis qui défendent officiellement les travailleurs/ses mais servent objectivement les capitalistes. Du fait de ce discours et généralement de leur histoire, ils gardent un poids dans notre camp social.

Pour différencier un parti ouvrier-bourgeois d'un parti simplement bourgeois, on peut établir trois critères : la composition sociale du parti et de son électorat, son programme fondamental et son action gouvernementale.

Même si le critère de la composition sociale est insuffisant (il peut y avoir des partis populistes voire fascistes avec une forte composition ouvrière), c'est néanmoins une condition nécessaire. Or, dès

2005, une enquête du CEVIPOF indiquait qu'il y avait moins de 5% d'ouvrier-e-s au PS. Depuis 2002, le PS réalise ses meilleurs scores électoraux chez les cadres et les plus mauvais chez les ouvrier-e-s. Il a donc perdu son ancrage social qui participait au fait qu'on puisse le qualifier d' « ouvrier bourgeois ». Par ailleurs les liens plus forts avec les directions syndicales ne suffisent pas à prouver un lien avec la classe. Aux États-Unis les chefs syndicaux sont bien liés au Parti démocrate, qui n'a jamais été un parti ouvrier.

Le programme fondamental du PS est aussi très révélateur. Le PS a élaboré trois déclarations de principe qui permettent de suivre très clairement son évolution, celle de son congrès de fondation (1969), une deuxième en 1990 et la dernière en 2008. Ces textes qui fixent le socle de la ligne de ce parti (même s'ils sont généralement un peu plus radicaux que la politique réellement défendue), montrent très clairement le passage d'une critique (verbale) du capitalisme à son acceptation totale, et d'une logique de réforme à celle des contre-réformes. En 1969 il était affirmé que « *parce qu'ils sont des démocrates conséquents, les socialistes estiment qu'il ne peut exister de démocratie réelle dans la société capitaliste* ». En 2008 en revanche : « *Les socialistes sont partisans d'une économie sociale et écologique de marché, une économie de marché régulée par la puissance publique, ainsi que par les partenaires sociaux qui a pour finalité la satisfaction des besoins sociaux essentiels* ». Le PS est donc très clairement pour un capitalisme tout juste aménagé aux marges. Quant à la lutte de classe, non seulement les « socialistes » de la dernière génération n'en parlent jamais, mais en fait il n'y ont « jamais cru » (Cahuzac le 08/01/13). Ils ne défendent plus les exploités, mais tout au plus « les pauvres ». Il n'y a plus d'ennemi patronal mais seulement des partenaires sociaux. Seuls les prétendues dérives

du « monde de la finance » sont pointées du doigt, et encore de façon totalement hypocrite. L'UMP et le FN sont capables aussi de ce genre de discours citoyennistes et de « moralisation du capitalisme ».

Enfin, l'action du PS au gouvernement est décisive. Déjà sous Mitterrand (vieux routard de la politique bourgeoise) il avait pris en charge le tournant néolibéral dont le capitalisme a eu besoin dans les années 80. Actuellement le PS gère la crise selon les intérêts du MEDEF, dans la droite ligne de l'UMP. Il ne change non seulement pas le cap de son prédécesseur UMP, mais il montre qu'il est capable d'aller encore plus loin dans les contre-réformes comme on le voit dans la poursuite des attaques contre les retraites, la casse du droit du travail (ANI), la suppression de postes de fonctionnaires (MAP)...

Cela ne signifie pas qu'il n'y a aucune différence entre UMP et PS, les intérêts de la bourgeoisie ne sont pas homogènes et surtout le PS sait qu'il a intérêt à donner des « preuves » de différence avec son concurrent. Il se démarquera par exemple sur certaines questions sociales comme avec l'ouverture du mariage et de l'adoption pour tous (acquis très important même si partiel). Mais il s'agit surtout d'instrumentaliser une revendication sans que cela lui coûte grand chose et ne change rien à sa nature de classe.

Quelle jeunesse pour le secteur jeune ?

On dit souvent que la jeunesse est la flamme de la révolution. Mais, au regard de la lutte des

classes, comment définir la jeunesse ? Quelles sont ses particularités qui justifient stratégiquement l'autonomie de son organisation politique ?

Dans les grands mouvements sociaux, la jeunesse a toujours un rôle d'entraînement de l'ensemble de notre classe, d'avant-garde « spontanée » du mouvement ouvrier. Pendant les grèves historiques (juin 36, mai 68), les jeunes travailleurs et les étudiants étaient les plus nombreux et les plus combattifs. Cette jeunesse, que nous définissons à partir de son rôle politique d'entraînement, forme donc un ensemble cohérent qui ne se limite pas qu'aux jeunes en formation au lycée ou à la fac, mais englobe légitimement les jeunes salariés qui luttent dans leurs boîtes.

Cette radicalité spontanée s'appuie évidemment sur des causes matérielles, qui s'appliquent d'ailleurs aussi bien aux jeunes en formation qu'aux jeunes travailleurs, précaires ou pas. À cause de leur jeune âge, ils ont généralement moins de responsabilités familiales (ex : pas d'enfants à nourrir) et moins d'attaches matérielles (ex : pas de maison durablement acquise à crédit). Pour cette même raison, ils sont en général moins imprégnés de l'ordre établi, qu'ils sont donc plus enclins à renverser. Leurs aspirations sont aussi moins émoussées par les défaites passées, d'où a priori leur plus grand enthousiasme. Enfin, tous les jeunes subissent une oppression spécifique de la part des plus âgés, ce qui alimente leur volonté d'émancipation sociale.

Chez les étudiants, cette radicalité est favorisée aussi par le

fait qu'ils ne subissent pas encore l'aliénation au travail, qu'ils ont plus de temps libre, d'outils de réflexion... Chez les jeunes travailleurs, elle peut être renforcée au contraire par leur exploitation accrue (salaires plus bas, contrats plus précaires, horaires plus contraignants...) et l'idée que leur avenir reste bloqué « là, en bas ». Définir la jeunesse par l'absence de « position fixée dans le rapport de production » n'est donc pas pertinent. De plus, c'est restrictif : un jeune manutentionnaire embauché en CDI devrait-il être exclu de cette jeunesse ? En Chine, ce sont les jeunes travailleurs qui sont le fer de lance des luttes sociales. Cet été au Brésil, les jeunes qui se sont mobilisés comptaient aussi bien des étudiants que des travailleurs... et pas que des précaires !

Pour capter tout le potentiel révolutionnaire de cette couche par rapport au reste de la classe ouvrière, il faut revendiquer la formation d'une organisation autonome dans la jeunesse. Autrement, la radicalité des jeunes organisés a tendance à être bridée, par leur difficulté plus grande à penser, agir et peser dans les vieux cadres. En tant qu'avant-garde pour tout le mouvement ouvrier, cette organisation ne se contentera pas de réfléchir spécifiquement sur les jeunes (ce que pourrait faire une simple commission).

Il faut donc que les jeunes soient libres de faire leurs propres expériences, de former leurs propres cadres, par l'élaboration d'une orientation politique globale pour tout notre camp social.

Camarades jeunes de la TC



L'Étincelle Anticapitaliste, bulletin des jeunes du NPA.

La plateforme B pour un secteur jeune au profil révolutionnaire et à l'initiative dans les luttes (Explication de vote de la TC lors du SNJ des 28–29 septembre 2013)

Le courant qui s'est regroupé sur la plate-forme A se réclame de la politique de la direction du NPA (“ex” position X), qui selon nous est largement responsable de l'affaiblissement du parti. A l'heure où cette direction “décomplexé” sa ligne du “bloc social et politique” avec le Front de gauche, nous pensons plus que jamais qu'il faut mettre en minorité son orientation.

La constitution du courant Y va dans ce sens, et c'est pour cela que nous avons demandé à y participer. C'est pour cela aussi que dans le secteur jeune, nous avons pris le parti de discuter sur la base du texte des camarades Y, en y proposant des amendements. Pour nous cette démarche a été très utile, car elle a permis d'améliorer substantiellement le texte, mais aussi d'avoir les discussions de fond qui vont avec, et que nous avons trop peu eu l'occasion de mener jusqu'à présent.

Il reste des désaccords sur le fait de militer dans l'UNEF, selon nous trop bureaucratifiée et trop peu massive, plutôt que de construire avec Solidaires

étudiant-e-s un syndicat de lutte alternatif, ou encore sur la façon d'articuler les luttes et le programme, notamment sur la place de la propagande et la mise en avant de l'objectif du pouvoir des travailleur/ses. La conscience peut faire des bonds dans les luttes, cela fait largement accord et fonde la démarche volontariste et constructive de la plateforme B. Mais cela ne veut pas dire que la prise d'initiatives pour mobiliser soit suffisante, car ce n'est pas mécanique. Si nous ne réussissons pas à déborder les bureaucrates, l'enchaînement des défaites peut laisser une gueule de bois à notre camp social. Si nous n'arrivons pas à convaincre la jeunesse radicalisée de notre stratégie révolutionnaire, elle ne va pas s'organiser chez nous mais rester dispersée entre Mélenchon et des impasses gauchistes. Il y a donc encore des débats en perspective, et la Tendance CLAIRE continuera à les mener fraternellement.

Mais nous avons estimé que le texte issu de la discussion avec les camarades Y marquait un pas en avant important dans le rappro-

chement de nos positions et que c'était la base pour intégrer la majorité actuelle du secteur jeune. Du reste, il est normal que, dans une même plateforme, il y ait plusieurs sensibilités — et il y en a aussi parmi les camarades Y. De ce point de vue, nous regrettons la démarche des camarades du CCR, qui n'a pas permis leur participation à cette plateforme commune. Maintenant, c'est surtout par une pratique et une intervention communes, par le renforcement de relations de confiance, qu'il sera possible de construire un secteur jeune au profil clairement révolutionnaire et aux initiatives audacieuses.

Le week-end du SNJ a été si chargé qu'il n'a pas vraiment permis la discussion en plénier avec les camarades défendant la A. C'est dommage, car cela a empêché une partie des débats de fond. D'autant plus que ces débats ne se seraient sans doute pas posés exactement de la même façon qu'avec le reste de la PX. Mais les AG et la CNJ elle-même seront d'autres occasions.

Délégué-e-s de la TC

Retour sur la crise des années 1970

(Le dossier complet « 1973-2013 : 40 ans de crises capitalistes » peut être consulté sur le site du NPA à l'adresse suivante : <http://www.npa2009.org/node/39523>)

Le premier choc pétrolier de 1973 n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein : s'il a amplifié les effets de la crise, il n'explique pas la fin de la croissance rapide des « Trente Glorieuses ». Le retournement des années 1970 (duquel nous ne sommes jamais réellement sortis) ne résulte pas d'un accident de l'histoire, d'un choc « exogène », mais il est le produit du fonctionnement normal du mode de production capitaliste, qui produit la crise comme la nuée porte l'orage.

Il est fréquent aujourd'hui d'expliquer la forte croissance des années 1950 et 1960 par les vertus du « compromis fordien » : le juste partage de la valeur ajoutée entre capitalistes et travailleurs aurait enclenché un cercle vertueux, où les bons salaires auraient permis d'entretenir une forte demande de biens de consommation, et donc de stimuler les investissements des entreprises pour y faire face. En fait, la croissance « miraculeuse » résulte de la très forte purge de capital opérée par la crise des années 1930 et la guerre, qui a fait monter le taux de profit à des niveaux record au sortir de la guerre.

Cette forte rentabilité du capital est l'explication fondamentale de la forte croissance d'après guerre. Elle a également permis aux capitalistes de garder pour eux (pour leur consommation et leurs investissements) des profits substantiels malgré les hausses de salaires obtenues par la lutte des travailleurs, et non pas octroyées de bon cœur par les capitalistes pour alimenter la « demande ». Autrement dit, la forte progression des salaires n'est pas la cause de

la forte croissance d'après guerre, mais la conséquence de la lutte des classes et des marges de manœuvre dont disposaient les capitalistes.

Les « Trente Glorieuses », une parenthèse

Mais cette configuration ne pouvait pas durer éternellement. A partir de 1965 aux États-Unis, le taux de profit a commencé sa baisse qui devait durer, par delà les variations de court terme, jusqu'au début des années 1980. Cette baisse est l'expression de la « loi fondamentale » de l'économie capitaliste dégagée par Marx dans le *Capital* : dans la quête du profit maximal, les capitalistes innovent et développent la productivité du travail en remplaçant les travailleurs par des moyens de production. Comme la plus-value est créée par la force de travail (et non par les moyens de production qui ne font que transmettre leur valeur au produit fabriqué), le profit rapporté au capital avancé tend à baisser. Plus les capitalistes accumulent, et plus les effets de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit se font sentir. Et c'est ce qu'on a pu observer à partir du milieu des années 1960 aux États-Unis.

C'est dans ce contexte que le premier « choc pétrolier » est intervenu : entre octobre et décembre 1973, le prix du baril de pétrole est passé de 3 à 10 USD. Cela résulte d'une décision politique des pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) en réaction au soutien occidental à Israël lors de la guerre du Kippour, mais c'est aussi une conséquence de la dépréciation du dollar par rapport à l'or après la fin en 1971 du système monétaire de Bretton Woods. Cette hausse des coûts de production n'a fait qu'exacerber la suraccumulation du capital qui

couvrait depuis le milieu des années 1960, déclenchant la première grande récession de l'après-guerre.

Intervention des États

L'affaiblissement durable de la croissance après le choc pétrolier montre que le mal est profond. Dans certains pays de l'Europe occidentale, un autre facteur vient peser sur la rentabilité du capital : le développement des luttes ouvrières (particulièrement en Italie) fait baisser le taux d'exploitation du prolétariat. Les capitalistes tentent de réagir en augmentant les prix, alimentant une spirale inflationniste destabilisatrice. Les déficits publics se creusent en raison de la hausse des dépenses sociales (notamment l'indemnisation des chômeurs de plus en plus nombreux) et des subventions publiques au patronat pour compenser la chute du taux de profit.

Contrairement à la crise des années 1930, les États vont intervenir pour empêcher les faillites des grands trusts capitalistes : cela permettra d'éviter un effondrement économique mais la contrepartie sera d'empêcher la purge du capital excédentaire nécessaire à une véritable sortie de crise. D'où le marasme économique persistant, sur fond de croissance faible et de chômage élevé, mais « sous contrôle ».

C'est dans ce contexte que se produit le second choc pétrolier de 1979, qui déclenche une récession encore plus forte que celle de 1974 et fait plonger le taux de profit encore plus bas. Ceci va entraîner une réaction très forte, à l'échelle planétaire, des capitalistes pour augmenter le taux d'exploitation des travailleurs : ce sera l'ouverture de la période dite « néolibérale » du capitalisme.

Gaston Lefranc

Communisme contre productivisme

Le capitalisme s'annonce comme une immense accumulation de marchandises... En se battant chacun contre les autres pour faire du profit, les capitalistes ont engendré un système qui a fait exploser les capacités de production. Mais cette production devient un tyran, une source d'aliénation : elle vampirise le sang et la sueur de millions d'hommes et de femmes, puis elle leur vomit dessus une avalanche de marchandises plus ou moins utiles... ou nocives ! Quant à l'effet désastreux sur l'écosystème mondial, il n'est plus à démontrer. Que faire ?

Un moteur aveugle

Le « PIB par terrien » n'a fait quasiment qu'augmenter en permanence. Pourtant, le moins que l'on puisse dire est que cela n'a pas conduit à un « harmonieux progrès de l'humanité ».

D'une part, d'innombrables vies de travailleurs-ses ont été sacrifiées, et sont toujours sacrifiées physiquement partout où les exploités-e-s n'ont pas établi un minimum de rapport de forces pour obtenir un peu de ce qu'ils/elles produisent...

D'autre part, le moteur vient fatalement s'enrayer périodiquement, rejetant au chômage les un-es et pressurant les autres. Dans un pays comme la France, où la production par habitant a triplé depuis 1960 malgré l'apparition d'un chômage de masse, on nous dit qu'il faudrait travailler plus ! Et depuis la crise de 2008, la moitié de la population voit même son « niveau de vie » baisser.

Enfin, le « niveau de vie » ne fait pas la qualité de vie. Les capitalistes prétendent répondre aux besoins par des biens matériels, quand il est rentable pour eux de les produire (dans ce cas ils savent même créer ces be-

soins...). Mais dans le même temps des pans entiers du cadre de vie sont laminés : casse de la santé, de l'éducation, crise du logement, temps passé dans les transports, malbouffe, mais aussi concurrence entre salarié-e-s, stress, détresse sociale... L'aliénation vécue dans le travail et l'atomisation nous poussent à chercher des palliatifs dans la consommation. D'une certaine manière, la façon dont nous occupons notre temps hors travail n'est pas "libre" mais déterminée par le système. Le capitalisme engendre le consumérisme, la dépossession de nos vies, l'impossibilité de développer et d'exprimer nos capacités.

La « gauche » d'aujourd'hui n'a pourtant que la « relance de la croissance » comme horizon, ce qui montre qu'elle se place totalement sur le terrain du capitalisme.

La croissance et ses crises

La croissance, c'est en termes marxistes l'accumulation de capital. Marx a montré que le fait même d'accumuler du capital engendre une tendance à la baisse du taux de profit. En clair, il est de moins en moins rentable d'investir pour ouvrir de nouvelles entreprises, exploiter d'autres salarié-e-s... Pour garder un taux de profit élevé, les capitalistes peuvent alors augmenter... le taux d'exploitation. Mais ils ne peuvent évidemment pas tirer à l'infini sur cette corde. La rentabilité est alors recherchée dans la spéculation (et les bulles finissent par éclater) ou soutenue par l'endettement public (mais les contribuables chômeurs ou surexploités ne sont pas inépuisables non plus). Quoi qu'il en soit, la croissance capitaliste débouche toujours sur une crise.

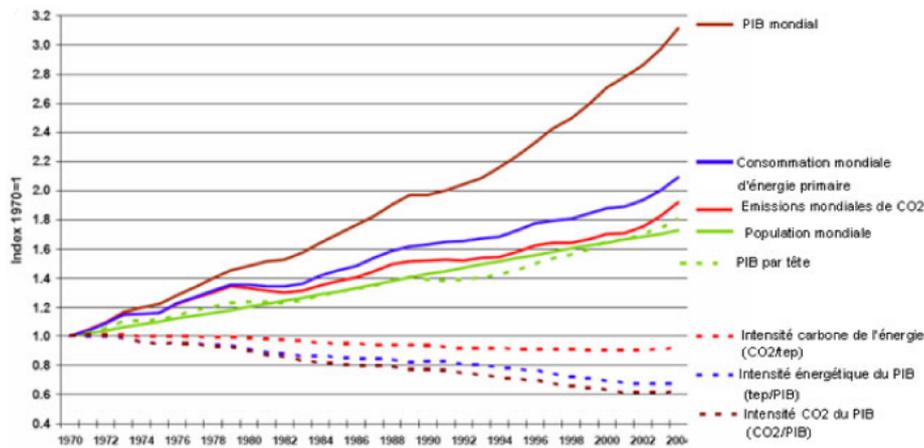
Un moteur polluant

Pour compléter le tableau, le fonctionnement du capitalisme est écologiquement suicidaire¹. Les activités humaines ont toujours eu des impacts sur les milieux naturels. Mais sous le capitalisme, l'ampleur est sans précédent, alors que notre connaissance de ces impacts est chaque jour plus précise. Certaines réglementations ont aidé à empêcher des pollutions locales trop visibles, mais au moins un problème structurel perdure : la hausse des rejets de gaz à effet de serre qui causent le dérèglement climatique, et le gaspillage de ressources non renouvelables.

Des apôtres du capitalisme vert nous promettent que la croissance capitaliste va peu à peu se faire vertueuse, en se "dématérialisant". En clair, produire une même quantité de richesses consommerait de moins en moins de ressources. A priori ce n'est pas totalement idiot, car certaines améliorations vont dans ce sens (efficacité énergétique, recyclage, énergies renouvelables...). On peut par exemple observer l'intensité énergétique (énergie consommée pour 1 point de PIB supplémentaire), qui a notablement diminué ces 40 dernières années, ou encore l'intensité matérielle (quantité de matières premières pour 1 point de PIB) qui a diminué de 50% depuis 1980.

Seulement, ces améliorations sont insuffisantes. Non seulement il y a de gros freins sur les améliorations d'efficacité possibles, mais surtout le volume de la production et des échanges augmente de façon tellement rapide qu'il contrebalance totalement cet effet. Selon toute évidence, chercher une solution purement technique serait une impasse.

1. Voir notre article *Le capitalisme engendre structurellement gaspillage et pollutions*



Source : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr-grenelle/jancovici-complts.pdf>

Vive la récession ?

On l'a vu, la panne de la croissance capitaliste a des effets anti-sociaux. Est-ce qu'au moins elle stoppe la gabegie écologique ? C'est loin d'être évident. Le ralentissement de la croissance a paradoxalement aussi de nombreux effets néfastes : en cherchant à rehausser leur rentabilité, les capitalistes sous-investissent (rendant encore plus polluantes et dangereuses certaines industries), externalisent et délocalisent (augmentant les déplacements)... En clair, on ne doit rien attendre de bon du capitalisme, que son moteur s'emballé ou qu'il crachote. Pour que l'humanité ait un avenir, il faut qu'elle maîtrise enfin sa production et toute l'organisation sociale qui est basée dessus. Exproprier les entreprises, les usines, les transports, la distribution... ce n'est pas une rengaine marxiste poussièreuse, c'est une condition nécessaire !

Sortir du productivisme

À l'issue de la révolution socialiste il y aurait de très nombreux chantiers à lancer : dans la santé, l'éducation, la culture, la rationalisation de la production, la reconversion des énergies du passé...

Sans oublier l'immense majorité des pays du monde qui ont besoin de développement des réseaux d'eau potable, d'une agriculture de subsistance et durable, de l'électrification... Il est donc assez difficile de dire si le résultat global serait une croissance ou une décroissance du PIB, en tout cas dans un premier temps. Mais ce qui est certain, c'est qu'une décroissance drastique de la consommation d'énergie et de ressources naturelles est nécessaire, et que cela pourra et devra passer par une baisse du PIB dans les pays industrialisés.

Ce qui est certain aussi, c'est que le fétichisme du PIB s'effondrerait, parce qu'il serait réduit à une simple mesure (après une vraie remise à plat tout de même). Il n'aurait plus cette apparence de divinité qui fait la pluie (acide) et le beau temps (pour certains), les « créations d'emplois » et les rejets de CO₂. Les travailleurs/ses n'auraient plus que l'équation entre leurs besoins et l'écologie à résoudre, sans le parasitisme capitaliste et le chantage aux emplois¹.

Or cette révolution rendrait immédiatement possible de profonds changements, qui permettraient certainement une décroissance de la consommation d'énergie et de ressources naturelles.

Pour reprendre les indicateurs utilisés plus haut, on peut distinguer plusieurs effets majeurs :

– **Réduction drastique de « l'intensité énergétique » (énergie nécessaire à la production)** Les entreprises sont situées un peu n'importe où, selon les décisions qu'ont prises les patrons chacun de son côté sous la pression du marché : loyers moins chers ici, travailleurs moins payés là-bas... Par exemple beaucoup d'entreprises françaises se sont installées en pleine campagne dans les années 1960, pour fuir les bastions syndicaux urbains. Tant pis si cela génère des transports routiers dans tous les sens. Et surtout, la concurrence engendre pour un même type de produit des entreprises en double, triple... C'est tout l'inverse que l'on pourra faire : regrouper les lieux de production près de grands axes de transports pour réduire le nombre de camions (rail, fluvial...). Et plus généralement, la consommation d'énergie pour les transports pourra être énormément réduite : par un parc de logements socialisés permettant à chacun d'habiter où il souhaite, par une politique volontariste de développement des transports en commun pour pouvoir faire le maximum de déplacements sans voiture... Pour le

1. En revanche l'histoire du stalinisme et de son stakhanovisme a montré qu'il ne suffit pas que les moyens de production soient « étatisés » pour mettre fin au productivisme : il faut aussi que les travailleurs/ses eux-mêmes maîtrisent et décident ce qu'ils/elles font, et commet ils/elles le font.

chauffage, on pourra débloquent tous les moyens nécessaires à l'isolation des bâtiments, développer massivement les réseaux de chaleur... Il n'y aura plus de raison non plus de produire des appareils économes et des appareils énergivores : la qualité pour tou-te-s!

– **Réduction drastique de « l'intensité matérielle » (ressources consommées pour produire)** Les travailleurs-ses pourraient réaliser cette « société du recyclage » dont les capitalistes parlent beaucoup, en le prévoyant dès la conception des produits, avec des compositions et des structures connues publiquement, des filières planifiées... Surtout, avec la même logique, c'est la réparabilité qui pourrait être re-développée sur une base industrielle (pièces détachées compatibles...). Et avant tout recyclage énergivore, la réutilisation pourrait prendre de l'ampleur (consignes...). Encore plus en amont : la fin de la course au profit stoppera le fléau de l'obsolescence des produits. Et ce qui réduit l'intensité matérielle réduit aussi l'intensité énergétique évoquée ci-dessus, vu que toute transformation de matière demande de l'énergie.

– **Réduction drastique de « l'intensité carbone » (CO₂)**

rejeté par la production d'énergie) En parallèle de cette fin du gaspillage systématique d'énergie, le restant d'énergie à produire pourra être rapidement porté à 100% d'énergies renouvelables. Solaire thermique / photovoltaïque, géothermie, éolien, hydraulique, biomasse... Ce ne sont pas les solutions qui manquent, mais les investissements.



Pour certaines de ces pistes, les écologistes capitalistes montrent leur impuissance quand ils essaient d'aller dans le même sens, par de timides incitations ou taxes (qui ont presque toujours un effet antisocial). Les travailleurs/ses ne doivent pas chercher à « inciter » les capitalistes, mais décider eux-mêmes!

De ce simple fait, certaines dépenses pourront être purement supprimées. On peut penser à des secteurs entiers comme les armes et la publicité, mais aussi à de nombreux intermédiaires comme les grossistes, courtiers, agents im-

mobiliers, traders... qui ne sont plus nécessaires si l'économie est planifiée.

La population d'aujourd'hui est consommatrice mais n'a pas du tout l'impression d'être productrice. La population affranchie aurait enfin une vision rendue globale, elle saurait précisément ce que coûtent les richesses, en termes écologiques, mais aussi en termes de travail! L'équation reviendrait dans beaucoup de cas à « *produire telle quantité ou travailler moins et profiter d'un meilleur environnement* »? La question écologique serait de fait une part essentielle des questions démocratiques, et la démocratie (socialiste) apporterait une grande partie de la réponse.

Cet ensemble de bouleversements de la sphère économique est déjà en lui-même une urgence pour en finir avec les catastrophes qu'engendre le capitalisme. Mais on ne peut pas penser un instant que cela ne transformerait pas aussi les mentalités, les habitudes, les modes de vie. Le socialisme est aussi la voie vers la fin de l'aliénation : si l'humanité a la maîtrise de sa propre force, sans exploitation de classe, cela ne peut que transformer profondément son rapport à la nature.

Ernest Everhard

INTERNATIONALISME

Cuba : un pas de plus vers le capitalisme

(Article pour L'Anticapitaliste, l'hebdomadaire du NPA.)

Raul Castro a annoncé le début du processus de réunification des deux monnaies qui circulent depuis 19 ans à Cuba. En 1993, pour faire face à l'effondrement consécutif à la chute du bloc soviétique, le gouvernement a officialisé la dollarisation rampante de l'économie, en créant le peso convertible (à pa-

rité fixe avec le dollar) à côté du peso cubain (qui vaut actuellement 1/25e d'un peso convertible). Associé au démantèlement du monopole étatique du commerce extérieur, la nouvelle monnaie a permis de développer le tourisme et les investissements étrangers pour financer les importations. Le développement du secteur privé (national et étranger) a accru les inéga-

lités : la majorité des travailleurs sont payés en peso cubain et n'ont pas accès aux biens importés évalués en peso convertible (un litre de lait vaut par exemple environ 15% du salaire mensuel moyen). Outre les services publics gratuits (éducation, santé, ...), les cubains ne peuvent survivre que grâce à la « libreta », de plus en plus réduite, qui fournit à chacun des produits

de base à bas prix. Mais pour pouvoir consommer des légumes ou de la viande, les cubains doivent se tourner vers le marché libre hors de prix. Signalons également que l'odieux embargo US imposé depuis plus de 50 ans aggrave fortement les difficultés de l'île.

Trois ans après « l'actualisation du modèle socialiste cubain », et notamment le licenciement de près de 500 000 fonctionnaires, la restauration du capitalisme est en marche suivant « l'exemple » chinois. A la différence des ré-

formes des années 1990, les nouvelles entreprises privées sont désormais autorisées à embaucher des salariés. Le secteur non étatique devrait représenter plus de 40% du PIB en 2015. La réforme devrait se traduire par une convergence progressive des deux monnaies, et donc une dépréciation du peso convertible, ce qui peut sembler favorable aux travailleurs puisqu'ils pourront acheter davantage de biens importés. Mais la contrepartie de ces espoirs risque d'être la remise en cause des ac-

quis, services publics gratuits et libre. Car le sens de la réforme est de faire rentrer Cuba dans la « normalité » capitaliste, et ce sont les travailleurs qui en paieront le prix, en dépit des discours mystificateurs de la bureaucratie. La seule alternative passe par l'initiative autonome des travailleurs pour défendre et étendre ce qu'il reste des conquêtes de la révolution.

Gaston Lefranc

CULTURE

Jolie Môme : travailleurs du théâtre

Nous étions à Aurillac 2013, l'un des plus grands festivals de théâtre de rue d'Europe, et comme régulièrement, la compagnie Jolie Môme était présente, ni dans le In, ni dans le Off, simplement dans la rue, chantant des chansons révolutionnaires et anticapitalistes devant une foule toujours plus nombreuse. Nous avons rencontré autour d'un café Michel, le directeur et créateur de la compagnie, Clément, et Marie qui ont bien voulu répondre à nos questions. Propos recueillis par Laszlo Meruille pour le NPA.

L.M : Est-ce que vous pouvez rappeler brièvement les origines de la création de la compagnie Jolie Môme ?

Michel : On a fêté nos 30 ans cette année. Avant j'étais comédien à la cartoucherie au théâtre de l'épée de bois. Je n'avais pas l'intention d'être directeur de compagnie, mais j'avais 18 ans en 1973 et j'étais de la génération où on s'imaginait qu'on allait faire toute notre vie dans une seule boîte. On ne s'entendait plus avec le direc-

teur à l'époque mais je ne voulais pas chercher un autre boulot, je considère que faire notre métier c'est plutôt de pratiquer plutôt que de chercher du boulot, et j'ai essayé de m'entourer de gens qui avaient cette vision là.

Alors on a monté notre propre compagnie.

Aujourd'hui l'envie c'est de bosser à Jolie Môme, l'intermittence on s'en sert parce qu'on n'a pas les moyens financiers au niveau de la compagnie d'être permanents, si on pouvait on le ferait.

Est-ce que tu étais d'abord militant ou est-ce que tu l'es devenu au fil des années ?

Je crois que je le suis devenu, j'étais déjà politisé, mon père était au PCF, il oscillait entre la ligne de la direction du parti et la rébellion envers celui-ci ce qui lui a valu son exclusion, donc j'étais baigné là-dedans dans mon enfance.

On connaît bien vos thèmes qui sont toujours très engagés, abordant aussi bien le conflit israélo-palestinien, la montée du FN ou bien l'anticapitalisme en général ; comment-est-ce que le public d'Aurillac réagit face à ces

textes que vous leur chantez aujourd'hui ?

Bien, tu sais même dans Paris les gens marchent à l'affectif avec nous, est-ce que c'est parce qu'il y a beaucoup de filles ? Il y a le ton aussi, on essaie toujours d'avoir un peu d'humour, on n'essaie pas de faire pleurer ou de s'apitoyer sur le destin d'un tel ou d'un tel, on est plutôt dans une envie d'amener les gens à vouloir combattre plutôt qu'à leur dire c'est dur et se morfondre... Et on fait de la musique mais on fait aussi du théâtre donc peut-être que les chansons soient théâtralisées ça aide à accrocher auprès du public. Il y a bien un fou de temps en temps, tous les 20 tours de chants qui vient nous dire « l'union soviétique des millions de morts... » Mais autrement même les gens de droite ils nous aiment bien, ils ne font pas chier. Les gens savent bien qu'on n'est pas dangereux en spectacle...

Est-ce que toi qui es là depuis le début, tu observes une évolution dans l'accueil du public, depuis 20 ans que vous êtes dans la rue ?

De toute façon il n'y a pas besoin d'aller chanter dans la rue



Jôlie-Môme au festival d'Aurillac 2013. Photo : L.M.

pour observer que les gens sont de plus en plus dégoûtés par le système dans lequel on est.

Quand on a commencé ça ne faisait pas très longtemps que le mur de Berlin était tombé, alors c'était un peu délicat...

Manuel Valls est venu en plein festival pour rabâcher son discours sécuritaire, vous lui avez réservé un accueil des plus chaleureux, vous pouvez raconter brièvement ce qu'il s'est passé ?

On a appris qu'il était là, on a des contacts avec des militants d'Aurillac, on pensait aller à l'endroit où il avait une réunion, on en avait parlé au public pour peut-être y aller tous ensemble mais c'était à un 1km et demi de là où on était et je t'avoue que ça nous gonflait un peu d'interrompre notre tour de chant pour traverser la ville pour Valls.

Et en fait il se trouve qu'il est passé juste à côté de nous. On a été surpris, alors est-ce qu'il n'avait pas besoin de ça finalement pour se faire mousser un peu, est-ce qu'il n'y avait pas une part de provocation de sa part... on en sait rien. De toutes manières on pensait que c'était important de marquer le coup, donc il est passé à côté et on l'a suivi, avec la compagnie et le public, ils ont chanté et repris avec nous «*Nous sommes tous des Roms, Non aux expulsions*». Et la concomitance avec les tags anars

sur les permanences du PS dans Paris et bien ça tombe bien, après qu'on nous traite d'anars pourquoi pas ce n'est pas une insulte...

Vous éditez un petit bulletin, « Le môme », où dans le dernier numéro vous parlez notamment de la social-démocratie, du PS et de sa soumission au capital, en gros vous dites PS et UMP même combat. Est-ce que c'est une idée qui fait consensus chez vous ?

Oui, le texte a été soumis, mais il n'a pas été voté, il y avait un réel consensus. Concernant le parti socialiste, l'année dernière pour Aurillac 2012 on a fait un édito dans Le Môme, « A quelle soc' allons-nous être mangé ? » On attendait de voir ce qui allait se passer après l'élection mais sans aucune illusion.

Cette année, on vient de faire une semaine de travail sur la guerre de 14-18 et en particulier la trahison de la social-démocratie en 1914. On sait ce qu'est la social-démocratie, on sait à quoi elle aboutit, la trahison toujours, la guerre souvent.

Alors justement, la rentrée sociale s'annonce chaude, dans votre bulletin (que vous distribuez au public) vous appelez à la grève le 10 Septembre, à la convergence des luttes; quels rôles les artistes peuvent-ils avoir dans

ces luttes prochaines ?

Les artistes ils bougeront quand ils seront touchés, mais comme tout le monde. Les artistes n'ont rien de particuliers, d'ailleurs nous on dit qu'on est des travailleurs du spectacle et comme tous les travailleurs ça bouge quand tu es touché.

Dans les années 70 il y avait beaucoup de collectifs d'artistes qui jouaient dans les usines, qui soutenaient les ouvriers. Tu dis aujourd'hui que les artistes ils bougeront quand ils seront touchés, on entend souvent ce discours comme quoi les artistes sont indépendants politiquement, individualistes, en marges du système, presque corporatistes... Pourquoi à votre avis cet esprit là prédomine aujourd'hui ?

Mais les artistes sont comme les autres en fait, il n'y a pas de spécificité à tel ou tel un corps de métier. Je crois qu'il y a un concours d'ambiance général. Dans les années 70 tout le monde était politisé, donc même les artistes, tout le monde était solidaire, il y avait une espérance encore, il y avait le Vietnam, les guérillas en Amérique latine... Aujourd'hui on n'est pas dans l'espérance, mais on garde une culture, une réflexion, on est présent dans les manifs même si on sait que ça va se passer comme

d'habitude. L'année dernière on a vu un nombre incroyable d'entreprises qui ont fermé et on n'a pas vu une seule grosse manif' commune à tout ces gens qui étaient mis à la porte, il y a eu seulement quelques collectifs comme les licenciés par exemple. Mais sinon chacun s'est battu dans sa boîte pour obtenir un PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) convenable mais il n'y a pas eu ensemble Florange, Virgin, PSA, etc. Ou alors on a vu qu'un ou deux rassemblements avec seulement les ouvriers concernés et quelques militants du NPA, de LO etc.

Qu'est-ce qui bloque les convergences alors ? Est-ce la résignation des gens, ou bien un renforcement de la bureaucratie syndicale ?

Bien sûr la bureaucratie syndicale bloque mais je ne sais pas quelle solution on a par rapport à ça. Mais ce que je pense déjà c'est que si on pouvait arrêter de se diviser les uns les autres, entres anars', trotskystes, et mêmes stals combattifs ça serait pas mal. Recréer les collectifs unitaires de 2005 ça pourrait aussi aider à éviter les querelles de chapelle. Quand on voit parfois qu'on arrive mieux à se battre entre nous que contre notre ennemi commun...

Sur les réformes UNEDIC de la rentrée, est-ce que les artistes sont en dangers ?

On est en danger tout le temps, dès qu'ils peuvent s'en prendre à nous ils n'hésitent pas, comme pour les chômeurs en général en fait. Il faudra bien qu'ils fassent des économies quelque part. On a déjà eu une lutte en 92 contre le PS mais c'est dur de se battre contre lui, les artistes connus et reconnus de la profession savent à qui ils doivent leur reconnaissance, et le gouvernement va dire qu'il est avec nous jusqu'au dernier moment mais que ce n'est pas de leur faute car ce sont les négociations paritaires et que vraiment la démocratie c'est le paritarisme, ce qui n'est évidemment pas vrai. Quand la CFDT et le patronat dé-

cident tous les deux de réduire nos droits ce n'est pas démocratique, la CGT spectacle est ultra majoritaire dans notre métier (autour de 80% des syndiqués) et ses revendications ne sont pas prises en compte...

En tant que Cie Jolie Môme vous allez organiser des choses ?

Ce n'est pas nous qui décidons, c'est le syndicat ou la coordination (Coordination des Intermittents et Précaires - NDLR) qui impulsent.

On a des membres de la compagnie qui sont à la CGT spectacle, à la CNT, d'autres à SUD culture, mais il n'y a pas de querelles de chapelle entre nous.

Nous encourageons même chacun à s'organiser là où il le souhaite, parce qu'il y a besoin d'organisations, parce que cela permet une ouverture interprofessionnelle, et aussi pour pouvoir s'adresser à tous les gens syndiqués, ce qui est beaucoup plus difficile si on ne l'est pas soi-même.

Une fois dans le mouvement, ce qui est important ce sont les comités de luttes, les comités d'occupation. Mais en ce moment, la coordination, les syndicats, et surtout le comité de suivi organisent notre réponse aux menaces et même travaillent à améliorer notre indemnisation au lieu de l'habituelle position défensive.

La prochaine réforme de l'UNEDIC risque de ne pas toucher que les intermittents mais tous les chômeurs, il faudra donc qu'on les soutienne dès le début, avant même que soit attaquée l'annexe 8 (celle des techniciens, plus immédiatement en danger que celle des artistes).

C'est toute l'importance de la solidarité interprofessionnelle et de la convergence des luttes.

Pour revenir à Jolie Môme, nous ne sommes donc pas une organisation ni politique ni syndicale.

Mais notre proximité avec le public militant, l'attention que nous portons à la vie sociale et politique font que nous sommes as-

sez réactifs quand même en tant que compagnie. Quand il se passe quelque chose nous arrivons à intervenir assez rapidement. Notre atelier de chanson et fanfare notamment nous permet d'être assez présents pour soutenir des luttes.

Avec les luttes qui arrivent à la rentrée sur l'intermittence, on observe que tous les syndicats défendent ce système là, mais est-ce que c'est une fatalité pour les artistes ? Est-ce qu'il n'y aurait pas un autre moyen, un autre fonctionnement à repenser concernant la place des artistes dans la société ?

Alors non ce n'est pas une fatalité dans un cadre révolutionnaire.

Si on était dans un mouvement révolutionnaire, je pense qu'on pourrait faire des artistes des gens au service du peuple comme les enseignants, une sorte de fonctionnarisation, mais ça dépend bien sûr de quel Etat.

Dans une situation de grève générale il y aurait une solidarité comme il y a des caisses de grèves.

Tu vois aujourd'hui les subventions par exemple ça dépend des politiques donc ça dépend de comment tu es apprécié au niveau municipal, régional, national, etc. Et en fait il est évident qu'une troupe comme nous n'est pas appréciée.

On a quand même une subvention régionale (Île-de-France) mais c'est parce qu'on avait des amis politiques à l'époque, qui ont fait pression pour que soit reconnu le travail, la longévité et le public de notre Compagnie.

Mais pour sortir de ce système un peu clientéliste quand même, dans le cadre actuel il n'y a que la solidarité des travailleurs entre eux qui est possible, c'est-à-dire que les travailleurs considèrent qu'il faut qu'il y ait des artistes donc leurs cotisations servent à payer ces derniers. (Il serait préférable que cela ne soit pas dépendant de la gestion catastrophique de pôle emploi comme c'est le cas aujourd'hui) Il faut que ça soit accepté comme tel : les artistes sont

payés par les cotisations des travailleurs qui ont besoin d'eux dans leur société, comme un service public mais indépendant du pouvoir d'état, c'est une réflexion que j'ai en ce moment. Aujourd'hui on est culpabilisé en permanence parce qu'on est des chômeurs de luxe etc. Cela éviterait le clientélisme et le lèche-cultage auprès des politiques pour les subventions.

On s'intéresse aussi à la position du Comité de suivi, qui dit que la réforme de l'UNEDIC ne va pas toucher que les intermittents mais tous les chômeurs et donc qu'il faut qu'on soutienne dès le début ces derniers. Si on ne soutient pas les chômeurs du régime général ils vont de toute façon essayer de nous diviser en attaquant d'abord l'annexe 8 (des techniciens) qui est plus fragile que celle des artistes. Et si les artistes ne se mobilisent pas pour les techniciens, dans 3 ans il y aura une nouvelle renégociation de l'annexe 10 et si on leur demande de l'aide les techniciens nous diront que ça fait trois ans qu'ils sont intérimaires, qu'ils galèrent, et qu'on peut donc aller se faire voir... Ca montre l'importance de la convergence.

Mais même dans les autres domaines, pourquoi l'ouvrier de PSA il ne soutient pas les intermittents ? C'est parce que lui, quand il se fait virer, les autres ne sont pas là. C'est pour ça peut-être qu'on ne se définit pas en tant qu'artiste mais en tant que travailleur avant tout, ce qui nous permet d'arriver à soutenir tous les travailleurs quels que soient leur fonction. C'est là où aussi tu vois le problème des bureaucraties syndicales où tu vois les grosses confédérations qui vont le Lundi en manif' pour les personnels soignants, le mardi pour les instits, le mercredi pour les chômeurs, le jeudi pour les salariés du privé, etc.

Pourquoi ne pas faire une seule manif' mais avec tout le monde ?

En tout cas notre système pour les artistes, même s'il doit être amélioré, est un des meilleurs modèles au monde, ça permet aux

travailleurs du spectacle d'autres pays de regarder ce qu'on a pour s'en inspirer... raison de plus pour qu'on le défende, comme pour les retraites, la santé, etc. qui ne sont pas encore complètement détruits.

Question pour toi Marie, je vois que dans les arts de la rue ce n'est pas toujours évident l'égalité de présence sur scène entre les hommes et les femmes (en musique notamment). A Jolie Môme il y a une certaine parité là-dessus, même plus de femmes que d'homme sur scène par exemple, est-ce que c'est quelque chose que vous défendez politiquement ou bien c'est comme ça c'est le hasard de la compagnie ?

Marie : Je crois que c'est quand même un choix oui, notre emblème c'est Lili Brik ce n'est pas un bonhomme et notre nom c'est Jolie Môme au féminin.

Alors oui on défend une certaine valeur féministe là-dedans c'est sûr.

Mais c'est sûr que dès qu'on a des enfants dans ce métier ça devient très compliqué pour tourner, il n'empêche qu'on adore cette vie là, on adore partir en tournée, ce n'est pas qu'un truc de mec... Et même dans un couple d'artiste les modèles qu'on a évoluent mais ils évoluent lentement alors je pense que oui c'est toujours un peu plus compliqué pour nous en tant que femmes.

À Aurillac, on voit beaucoup de spectacles assez engagés ou simplement rebelles (Compagnie Mettalvoice, Quality Street, Marx, le retour, vous...) Est-ce que c'est important en tant qu'artiste d'être militant, dans le sens où on a l'accès à la parole... ?

Oui ça me semble important quand on a accès à la parole, d'aborder les thèmes politiques, les luttes sociales, l'histoire... mais ceux qui ne savent pas le faire il ne faut pas qu'ils le fassent.

L'important c'est quand même d'être dans les luttes quand il y en

a, comme tout citoyen à un moment donné, mais t'es pas obligé de faire du spectacle militant. On ne pense pas que tout le monde doit faire comme nous. Si tu sais le faire, il faut le faire, mais moi j'ai vu beaucoup, dans les luttes de 2003, d'intermittents qui étaient très rebelles sur le plateau mais qui avaient peur de faire grève ou qui ne faisaient pas grève alors qu'il y avait des danseurs, marionnettistes, à priori moins rebelles... qui étaient à fond dans la lutte, il n'y a pas de règles en fait.

L'important c'est la cohérence. Si tu fais *Marx, le retour* d'Howard Zinn ou un texte rebelle quel qu'il soit et que, si jamais l'année d'après à Aurillac il y a une vague de grèves, tu refuses de participer parce que tu préfères jouer, est-ce que c'était important de faire un spectacle rebelle, je ne pense pas.

Chez Jolie Môme ce qu'il y a de beau c'est la cohérence, c'est pour ça qu'on a plein de contacts avec les assos militantes ou les syndicats à Aurillac, c'est qu'ils savent que même si ici on fait d'abord du spectacle, quand il faut aller se battre on y va avec eux.

Et ce n'est surtout pas parce que t'es danseuse au Lido ou à l'Opéra que tu vas être moins militante.

Finalement il n'y a pas de domaine artistique plus révolutionnaire qu'un autre ?

Non c'est sur que non, il ne faut pas se laisser avoir au comportement, les gens disaient que le rock and roll c'était une musique de révolté, alors tu étais habillés en cuir noir avec des boucles d'oreilles et ça y'est tu étais un rebelle ? Non, franchement c'est ridicule, ça n'a rien à voir. A Aurillac en 2003, tu avais des artistes à l'allure rebelle et aux beaux discours qui refusaient de faire grèves. Et dans le même temps tu as des musiciens en queue de pie de l'Opéra qui jouent, certes, principalement pour la bourgeoisie, mais qui sont toujours dans les luttes... Mozart est un des meilleurs exemples car il s'est émancipé de l'aristocratie

et de l'église de l'époque en envoyant se faire voir les archevêques pour composer sa musique indépendamment de tout ça, quitte à moins bien gagner sa vie. Et nous par exemple on ne s'interdit pas de faire des spectacles d'inspiration bourgeoise, on a monté Faust l'année dernière.

Comme Lénine on pense qu'il faut acquérir la culture bourgeoise au maximum, pour pouvoir la combattre ensuite. On a beaucoup à apprendre de la culture bourgeoise.

Mais autant on pense ça, autant on pense qu'il ne faut pas aller sur leur terrain pour s'affronter avec eux, on ne met pas les pieds dans leurs débats culturels parce que si on prend la parole là-bas on passerait pour les rebelles de service.

Si on doit prendre la parole c'est sur notre terrain, dans la rue, et en dehors des pastilles.

Vous vous revendiquez de l'anticapitalisme, du drapeau

rouge, de l'Internationale... Est-ce que c'est encore un but en soi le communisme révolutionnaire? Est-ce que vous y croyez encore?

Michel : Ce n'est pas une histoire de croyance, mais de conviction oui.

Je suis sûr à 50,01 % d'avoir raison mais le 0,1 % je le rajoute. Je comprends les gens qui font leur petit chemin, quand tu regardes les cathos etc., je les comprends finalement, dans un sens on peut aussi se dire que l'apocalypse est possible avec les guerres dans tous les sens, la prolifération nucléaire etc.

Mais moi j'ai décidé d'avoir de l'espoir dans l'humanité et de ne pas être défaitiste... J'ai décidé d'être positif, j'ai décidé de me battre pour l'humanité plutôt que d'en désespérer, et se battre pour l'humanité il me semble que c'est le communisme parce que c'est l'entente de tous les peuples du monde pour que tout le monde

puisse vivre dignement, avoir accès à la santé, à la bouffe, à l'art, etc. C'est une conviction profonde mais ce n'est pas une croyance, sinon à la première trahison t'es désespéré et tu te suicides...

Contact :

– Site internet : www.cie-joliemome.org

– Adresse : Compagnie Jolie Môme - Théâtre La Belle Étoile, rue Saint-Just, La plaine - Saint-Denis (93) M° Front Populaire

– Téléphone : 01 49 98 39 20

Prochains spectacles :

– *Parole de Mutins!* Spectacle de chansons, en tournée puis en diners-spectacles à La Belle Étoile à partir d'octobre 2013.

– *Patates & Roses.* Spectacle théâtral tous publics dès 7 ans, créé à partir de novembre 2013 à La Belle Étoile.

Laszlo Merville

HOMMAGE

Adieu à notre camarade Marcelle Debarge

Nous avons la grande tristesse d'apprendre le décès brutal de notre camarade Marcelle Debarge à Nîmes le 15 novembre 2013 à l'âge de 75 ans. Issue d'une famille ouvrière du Nord, institutrice retraitée, militante de la LCR puis du NPA à Nîmes, Marcelle avait rejoint la Tendance CLAIRE en janvier dernier.

Dès le début, elle s'est battue pour que le NPA soit un parti bien délimité stratégiquement, clairement ouvrier et révolutionnaire. Elle estimait que le choix d'un parti aux contours flous était une faute politique lourde de dangers et de crises. Au congrès de 2011,

comme deux autres camarades du Gard, elle avait voté contre l'exclusion de la Tendance CLAIRE que voulait imposer la direction nationale du NPA d'alors, et elle avait déjà voté « P4 » malgré les pressions intolérables et l'ostracisme de certain-e-s responsables locaux, pour la plupart parti-e-s depuis au Front de gauche via la GA. Elle détestait les réformistes et se lassait de voir le NPA trop souvent suiviste à l'égard du Front de gauche.

Depuis le début de l'année, elle avait décidé de consacrer la plus grande part de son temps militant à la création et à l'animation, avec quelques militant-e-s antiracistes,

d'une association basée dans un quartier populaire de Nîmes dont le but est d'aider les habitant-e-s à sortir de leur isolement grâce à l'informatique et à Internet, et chemin faisant de participer à la réflexion politique.

Malgré sa maladie et sa fatigue des derniers temps, sa détermination révolutionnaire et la fidélité à ses engagements envers sa classe restaient sans faille. Elles lui ont valu le respect et l'amitié de beaucoup de ses camarades quelle qu'ait été leur tendance. Nous ne l'oublierons pas.

Monique et Ludovic

Éditorial

– Lycéen-ne-s, enseignant-e-s, ouvrier-e-s en lutte : tous ensemble pour affronter le patronat et son gouvernement Hollande! (p. 2)

France

– Ras-le-bol social et bonnets rouges : la Bretagne, ça vous gagne? (p. 4)

– Manifestation du 2 novembre à Quimper : le NPA en phase avec les enjeux de la situation! (p. 8)

– Notre-Dame-Des-Landes : pas de vacances contre l'Ayrault-Port! (p. 9)

– Un crime capitaliste parfait : ODCF-Wayne Dalton sacrifie 66 salariés sur l'autel du profit à Reims (Marne) (p. 9)

Syndicalisme

– La mobilisation en Bretagne et dans les écoles obligent la direction de la FSU à s'adapter un peu... mais il faut que les syndicats rompent avec le gouvernement! (p. 11)

– CDFN de la FSU : la direction refuse d'affronter le gouvernement Hollande (p. 12)

Pour l'orientation du NPA

– CPN des 21-22 septembre : un pas en avant dans le rassemblement de la gauche du parti (p. 14)

– Conférence Nationale des Jeunes des 9-10/11/2013, explication de vote de la TC (p. 14)

– Contributions pour la CNJ (p. 15)

– La plateforme B pour un secteur jeune au profil révolutionnaire et à l'initiative dans les luttes (explication de vote de la TC lors du SNJ des 28-29/09/2013) (p. 18)

Économie

– Retour sur la crise des années 1970 (p. 19)

– Communisme contre productivisme (p. 20)

Internationalisme

– Cuba : un pas de plus vers le capitalisme (p. 22)

Culture

– Jolie Môme : travailleurs du théâtre (p. 23)

Hommage

– Adieu à notre camarade Marcelle Debarge (p. 27)

Qui sommes-nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVE Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives à l'orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la « gauche de la gauche » est à l'origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité à la lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin *Au CLAIR de la lutte* (N° ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

– Site du NPA : <http://www.npa2009.org>

– Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

– Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr

– Téléphone : 06 64 91 49 63

